

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

CUBA, UN TOURNANT DE L'HISTOIRE

Le droit de la jungle

par Robert LOUZON

Comédie, ou démonstration
de force

par Roger HAGNAUER

Après le rendez-vous d'automne

par Nicolas FAUCIER

Une grande expérience coopérative
en Uruguay

par Laureano RIERA

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

Six mois 8 NF (800 fr.)
Un an 15 NF (1.500 fr.)

EXTÉRIEUR

Six mois 10 NF (1.000 fr.)
Un an 12 NF (1.800 fr.)
Le numéro : 1,50 NF (150 francs)

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS
notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 477 - Novembre 1962

Cuba, un tournant de l'histoire
Gaullisme ou non : Pas d'intégration des
syndicats !
Non, pas plus d'intégration dans l'Etat
moderne que dans le pouvoir personnel
Après le rendez-vous d'automne : un mar-
ché de dupes
Comédie ou démonstration de force
Après la réhabilitation de Boukharine
Chronique de l'Union des Syndicalistes :
Une minorité à « Force Ouvrière ». —
Dans « L'Ecole Emancipée », une étude
intéressante sur les salaires. — Service
militaire
La voix des syndicalistes de la Loire : Bud-
get et électoralisme. — Les partis. — Ren-
dez-vous d'automne. — Sécurité Sociale.
— Force-Ouvrière à l'avant-garde. — Le
S.N.I. de la Loire et la laïcité (J. Sofflet-
to). — Après le congrès F.O. du Textile.
— L'évolution du pouvoir d'achat. —
Des Français mal logés. — Le rythme de
l'expansion en 1961.
Notes d'Economie et de Politique : Le
droit de la jungle. — Césarisme et cléri-
calisme. — « Paupérisation » et statisti-
ques. — Eh bien, non ! ce n'était pas
une victoire !
Parmi nos lettres : De Gaulle et l'Etat (R.
Meigle). — Sur la « Révolution et
la Science » (A. Goldschild). — La que-
relle linguistique belge (Van Reusel). —
Trop dur sur « L'Express » (H. Cambi).
— Continuez (E. Perrol).
Une tentative au Brésil.
Intéressante expérience sociale en Uru-
guay : La gestion coopérative d'un « fri-
gorifico ».
La conférence des travailleurs d'Amérique
latine : un échec

LE NOYAU
R. GUILLORE
U. THEVENON
N. FAUGIER
R. HAGNAUER

R. G.

R. LOUZON

L. RIERA
I. P.

ENTRE NOUS...

On ne pourra pas reprocher à la R.P. de ne pas serrer l'actualité d'aussi près que possible. Dans ce numéro une large place est consacrée au conflit de Cuba. On ne s'étonnera pas d'y trouver l'expression de deux opinions diamétralement opposées et d'une thèse synthétique. Ce n'est pas seulement normal. C'est nécessaire, car une telle affaire ne se juge que lorsque tous ses prolongements auront été éclairés. Et le jugement sera d'autant mieux établi qu'il conclura un débat contradictoire, mettant en valeur tous les éléments de la cause : ceux négligés par une tendance, revalorisés par l'autre.

Mais il est aussi question du fameux « rendez-vous d'octobre », dont on souligne la duperie foncière. Il est également question du problème dit politique ; non pour servir le parti ou les partis, mais pour prendre nos distances à l'égard de l'un et des autres.

D'autre part, nos deux chroniques : celle de l'Union des Syndicalistes et celle des syndicalistes de la Loire ont l'avantage inestimable de tirer de tous les faits et événements de ces derniers temps des aperçus et des commentaires dont la sobriété renforce la densité.

Enfin, il y a dans ce numéro une monographie — « ce plat de résistance que Monatte voulait dans chaque « R.P. » — consacrée non pas à une bataille ouvrière, ou à un congrès, ou à une institution

officielle, mais à une expérience sociale, à une réalisation socialiste — au sens large du mot. C'est plus que de la simple documentation. C'est une illustration de notre thèse constante : sur la nécessité de prouver la supériorité de notre idéal plus par des créations originales que par des raisonnements abstraits et des effusions idéologiques.

Ce sommaire du numéro n'appelle pas de commentaires. On ironise encore sur la médiocrité de notre diffusion. Nous pouvons répondre que les succès de certains papiers, de certains livres ne prouvent ni leur valeur, ni leur efficacité. Nous pourrions nous amuser à énumérer les formules explosives qui ont éclaté comme des bombes lacrymogènes, pour charger et troubler l'atmosphère. Nous eûmes parfois de la peine à reprendre notre souffle. Mais nous respirons encore, alors que les slogans et leurs propagateurs se sont totalement évanouis.

Mais c'est une autre réponse que nous souhaitons... de nos lecteurs et de nos amis. Ceux-ci savent que ce n'est pas le contenu de la R.P. qui explique son peu de rayonnement. C'est la pauvreté du contenant, la fragilité de l'équipement et l'insuffisance de l'équipage. La R.P. ne touche pas tout son public — parce que nous ne savons pas le toucher, parce que nous ne tentons pas de le toucher. Nos lecteurs et nos amis en sont aussi responsables, que nous.

Cuba, un tournant de l'histoire

Au milieu d'octobre, nous n'étions pas tellement rassurés. Au moment même où nous discussions de la situation à Cuba, une fusée à tête nucléaire était-elle en train de passer au-dessus de nos têtes ? Qu'allait-il advenir quand le premier cargo russe en route vers les Caraïbes serait arraisonné par la marine américaine ? Ne pouvait-on craindre aussi que les Etats-Unis aient décidé soudain d'en finir par la force avec Castro ? Jusqu'où les deux « K » mèneraient-ils leur affrontement ?

Et puis, rien de tragique, ni même de grave, ne se passa. Aucun des vingt cargos russes que l'on nous annonçait n'atteignit les parages de Cuba. Puis, ce fut le coup de théâtre : Khrouchtchev reconnaissait l'installation de rampes de lancement dans l'île cubaine, la présence d'un personnel russe spécialisé. Plus étonnant encore : il acceptait le démantèlement de ces bases, le rembarquement des fusées et des spécialistes et, même, le contrôle par l'O.N.U. de ces opérations. La guerre thermonucléaire était remise à une date ultérieure. Alors les commentaires pouvaient se donner libre cours, dans une ambiance libérée de toute angoisse.

Le tableau avait viré si brusquement du sombre au clair, les échanges de propos aimables et de bons sentiments avaient succédé si rapidement aux défis et aux menaces, que certains camarades parlèrent de scénario bien réglé, jusqu'à la touchante scène finale de l'échange, par les marins russes et américains, de bouteilles de vodka contre des flacons de whisky. L'événement faisait bien l'affaire de Kennedy pour ses élections, et celle de Khrouchtchev, à l'intérieur comme à l'extérieur de son empire. des ailes d'archange de la paix venaient de lui pousser dans le dos ! Quant à Castro... eh bien ! Castro, c'était un personnage accessoire du drame (ou de la comédie) qui venait de se dérouler.

Les hypothèses sont toujours possibles et il n'est pas interdit d'imaginer que les deux « K » savaient, l'un comme l'autre, où ils mettaient leurs pieds, voire même qu'ils s'étaient déjà mis d'accord sur une stratégie mondiale excluant la guerre pour Cuba. Mais, au lieu de se livrer à des hypothèses hasardeuses, mieux vaut s'en tenir au fait et constater alors que la crise cubaine actuelle est un grand tournant dans l'histoire du second après-guerre (ou du troisième avant-guerre pour les pessimistes). Après tout, que l'accord ait existé avant ou après la crise ouverte, ne change rien fondamentalement à sa signification. Il ne fait pas de doute que nous allons assister maintenant (nous avons commencé d'y assister) à des conséquences importantes, et à notre avis plutôt heureuses, de cet événement capital.

**

Donc, au moment même où les porte-parole de Castro affirmaient aux quatre points du monde que Cuba ne recelait aucune arme offensive, Khrouchtchev — avec cette désinvolture à l'égard de ses seconds qui caractérisait déjà son maître Staline — déclarait que des rampes de lancement, servies exclusivement par des techniciens russes, existaient effectivement dans l'île. « Vous avez raison d'avoir peur, disaient-ils aux Américains, car ce sont des armes redoutables. » En échange de la promesse de Kennedy qu'il n'attaquerait pas Cuba, l'autre « K » donnait l'ordre — sans se soucier da-

vantage de Castro que d'une noisette — de démanteler ces installations guerrières et il acceptait le contrôle par des représentants de l'O.N.U. de la réalité de ces destructions. Changement d'attitude fondamental. On peut certes discuter de la valeur stratégique réelle de ces fusées cubaines, quand des engins à portée moyenne peuvent surgir de sous-marins en plongée (encore que, du côté des Russes, on en soit réduit sur ce point aux hypothèses). Il reste que le recul militaire des Russes a, pour le monde entier, et plus particulièrement pour ce qu'on appelle le tiers monde, une très grande signification politique et psychologique.

Ainsi, avec l'accord de Castro, ou sans cet accord, l'île de Cuba servait effectivement, à cent cinquante kilomètres des côtes américaines, de plate-forme militaire à l'U.R.S.S. En tout cas, seuls des Russes contrôlaient les bases de fusées. Et, cette fois sans l'accord de Castro placé devant le fait accompli, Khrouchtchev opère un repli stratégique. Il le fait après avoir échangé, avec son homologue américain, des messages personnels sur le contenu desquels on fera encore longtemps des supputations. Est-ce une victoire américaine remportée sans combat ?

Rien n'empêchera qu'il en soit jugé ainsi parmi la foule des petits hommes sans importance à laquelle nous nous enorgueillissons d'appartenir. Les Etats-Unis ont dit : « Assez ! Pas plus loin ! Rien ne va plus ! », et, pour la première fois, les Russes se sont inclinés, ils ont évacué la mer interdite. Kennedy a remporté beaucoup plus qu'une victoire électorale. Rien n'empêchera qu'il en soit ainsi jugé par les dirigeants des pays neutralistes, non engagés. Dans la lutte anti-impérialiste, il est impossible de savoir jusqu'où va le soutien de l'U.R.S.S. Il faut se garder de s'engager aussi loin que Castro. Voulez-vous parier que ce dernier s'est déjà livré à ces profitables réflexions ?

Si Kennedy est vainqueur, Khrouchtchev est-il vaincu ? La conclusion ne s'impose pas nécessairement. Pour en décider, il faudrait savoir ce que veut Khrouchtchev, quelle est sa « ligne » sur le plan intérieur, comme sur le plan extérieur. Le numéro 1 russe s'est vu décerner un brevet de grand défenseur de la paix par le pacifiste Bertrand Russell. Nous voulons bien. Mais si Khrouchtchev a bien mérité de la paix en enlevant ses bases de fusées de Cuba, il eût été bien plus méritoire encore de ne pas les installer. Quoi qu'il en soit, s'il faut à tout prix rendre hommage à un Grand, cela ne nous coûte rien de donner un coup de chapeau à Khrouchtchev. Dans le camp « communiste », il vaut sans doute mieux avoir affaire à cet homme qu'à certains de ses adversaires. Cette lutte interne, ce schisme peut-être (ne parle-t-on pas de livraison de « Mig » par l'U.R.S.S. à l'Inde, en guerre ouverte avec la Chine « communiste » ?) c'est probablement pour lui un problème plus brûlant que la grande confrontation avec « l'ennemi impérialiste ». Nous commençons seulement d'en suivre les développements.

Kennedy a promis de ne pas envahir Cuba. Mais en avait-il l'intention ? Il pourra jurer de l'innocence de ses desseins. Il montrera notamment que le blocus américain n'était que partiel ; il ne s'agissait pas d'affamer l'île rebelle, d'interdire aux bateaux ravitailleurs d'entrer ou de sortir ; il s'agissait seulement d'arrêter le matériel militaire offensif. Il a gagné.

★

Il faut bien maintenant revenir à Castro. Les opinions diffèrent, dans cette revue même, sur la révolution castriste. Quand Castro et ses combattants — dont beaucoup sont aujourd'hui en exil ou en prison — bataillaient encore contre Batista, nous avons publié ici son programme révolutionnaire. Il serait intéressant de voir comment il a été fidèle à ce programme. Nous sommes avec lui quand il libère son île de l'exploitation capitaliste américaine, quand il veut faire de La Havane autre chose qu'un lieu de jeu et de prostitution. Mais voilà qu'il se proclame marxiste-léniniste. Nous ne sommes pas marxistes-léninistes, surtout à la façon dont Castro l'entend, c'est-à-dire comme imitateur du totalitarisme russe, avec mise au pas des syndicats, militarisation générale, élimination brutale des compagnons qui ont lutté pour autre chose, et qui n'ont pas oublié le programme révolutionnaire.

Mais, en dépit de la force de persuasion de Mikoyan, le « barbudo » ne serait ni le premier « marxiste-léniniste », ni le dernier, à réviser certains de ses choix. Au lieu d'être un soldat avancé de l'U.R.S.S., un avant-poste que l'on abandonne après l'avoir mis dans une position critique, il pourrait tirer les leçons de cette amère expérience. Ses amis des jeunes Etats du tiers monde pourraient l'aider à se « désengager ». Le rédacteur en chef du journal de Nasser s'est déjà montré surpris que Castro ait accepté l'installation de bases militaires russes. Il a tenu à rappeler qu'au moment de l'affaire de Suez, Nasser avait refusé une offre semblable.

Pour le moment, Castro extériorise son mécontentement. Il pose des conditions. On ne peut que l'approuver quand il demande l'évacuation par les Etats-Unis de leur base cubaine de

Guantanamo. D'ailleurs, quelle est l'utilité stratégique d'une telle base pour les Américains ? Mais Castro ne compte sans doute pas sur une guerre mondiale pour libérer cette parcelle de son île. Khrouchtchev ne veut pas la déclencher pour cela, et même pour de plus grands enjeux, et il a raison. Quand, à l'exemple de son chef « marxiste-léniniste », Castro aura mieux compris toutes les ressources de la méthode dialectique ; quand, comme Khrouchtchev, il sera devenu — disons le mot — conservateur, il n'est nullement exclu que Kennedy lui décerne, à lui aussi, son brevet d'homme d'Etat, et que Guantanamo lui soit alors donné en surplus.

★

Nous voyons que nous en sommes à considérer les agissements bons ou mauvais des deux « K », et à nous féliciter quand ils font preuve de sagesse. Où est là-dedans ce qui revient à l'action autonome de la classe ouvrière internationale ? Elle est nulle. Dans la mesure où les organisations dites « ouvrières » s'expriment, elles ne font que soutenir l'un ou l'autre des deux « K ». Le syndicalisme ouvrier européen n'a-t-il rien à dire sur les dangers de guerre et le désarmement ? Puisque nous ne l'entendons pas, il nous plaît de signaler l'existence d'un Comité pour la Grève générale mondiale pour la Paix. Il a son siège à New-York et il nous a adressé son appel pour un arrêt simultané du travail dans le plus grand nombre possible de pays. La « R.P. » est une revue assez vieille pour que sa rédaction ait perdu pas mal d'illusions. Mais là où les organisations traditionnelles de la classe ouvrière se montrent indifférentes ou impuissantes, il n'est jamais exclu que des personnalités généreuses réussissent où elles ont échoué.

LE NOYAU.

GAULLISME OU NON

Pas d'intégration des syndicats !

Le gaullisme sortira-t-il renforcé de ces élections ? Avant le premier tour, tout laissait prévoir le contraire. L'empereur avait eu un referendum au moins médiocre, 13 % de moins qu'au plébiscite de janvier 1961 (l'avant-dernier, car le dernier, entérinant les accords d'Evian, ne peut servir de terme de comparaison). Treize votants sur cent qui abandonnent l'empereur : un beau paquet de voix dont se contenterait un grand parti français ! Le nombre élevé des abstentions était, lui aussi, significatif. Une abstention, contrairement à ce que veulent faire croire « les dames bien » des comités d'action civique, peut parfaitement être l'expression d'une opinion délibérée.

On objecte aussi tôt : 13 %, c'est tout ce que représente l'influence des partis, mis à part le communiste ! Mais qu'est-ce donc qu'un parti qui serait celui des « indépendants » ? Il ne s'agit que de vagues comités de notables, conservateurs ou réactionnaires, qui n'apparaissent qu'en période électorale. Leurs électeurs votent évidemment « oui à l'empereur » dans leur très grande majorité. C'est encore plus vrai pour la bonne clientèle du M.R.P. Sa réaction ne suit pas le réflexe d'auto-défense de ses députés. Parmi ceux-ci, le Prince ne

dédaignera peut-être pas d'aller quérir quelques-uns de « ses » ministres. Cela fera un gouvernement de droite fort présentable. Celui-ci ira au devant des premières difficultés qui ne tarderont pas à mettre en évidence la relativité de la gloire de l'empereur. Il faut noter que ce sont les deux régions d'est et d'ouest, les plus traditionnellement conservatrices et réactionnaires, les plus soumises à l'influence de l'Eglise, qui ont donné à l'empereur une majorité suffisante pour atténuer la faiblesse et la médiocrité du pourcentage global.

Après ce plébiscite douteux, toutes les prévisions et tous les calculs concordaient : le Prince n'aurait pas un parlement à sa botte. Je vais vous faire une confidence : j'avais, avant le premier tour de ces élections, écrit un article qui s'intitulait « Vers la fin du gaullisme ». Peut-être faudra-t-il attendre encore, pour que cette « péripétie » du gaullisme se termine ? J'écris maintenant entre les deux tours. L'histoire nous apprend que l'empereur ne manque pas de piétiner le peu de droits qui restent à un parlement justement déconsidéré par son impuissance et sa faiblesse. Elle nous apprend aussi qu'habituellement, dans ces sortes de choses, le peuple appuie l'empereur

et non l'assemblée. Je l'avais trop oublié dans mes prévisions.

★★

Nous en parlons ici avec l'objectivité du syndicaliste qui sait que son action se situe sur un autre plan et à un autre niveau. Le barrage aux prétentions du monarque, nous ne le voyons pas dans un parlement qui, avant de regimber, a placé le Prince sur son trône. Nous le voyons dans cette force de contestation, autonome et indépendante — dans la mesure où elle le demeure — qui est constituée par les organisations ouvrières à caractère syndicaliste. De la droite à la gauche, chacun s'emploie à faire le siège de ce bastion. Le Sénat de M. Monnerville n'ayant pas donné satisfaction à l'empereur, on a entendu parler aussitôt d'un Sénat « économique » dans lequel il y aurait de bonnes sinécures pour les délégués des organisations ouvrières. Le meneur de grève devenu sénateur, vous avez là une sorte de symbole ! Voilà enfin un Etat « moderne », « un rajeunissement des structures » pour utiliser ce langage technocratique qui impressionne tant les dirigeants syndicaux !

Les gaullistes ont mis en avant ce projet. Mais il ne leur appartient pas en propre ; il est de très éminents représentants de la gauche qui sont tout disposés à le reprendre, avec un coup de badigeon rouge, si cela est absolument nécessaire. Les technocrates s'accommoderaient aussi bien de cette couleur nouvelle qui ne changerait rien au fond. Ils espèrent que les spécialistes du syndicalisme résisteraient beaucoup moins alors aux appels des sirènes.

Mèneront-ils à terme leur entreprise de séduction ? C'est peu probable. Mais il ne faut pas sous-estimer le danger. Nous n'avons pas besoin de dire que nous serons avec ceux qui défendent l'indépendance du syndicalisme. Cette défense est facile. Nous ne craignons même pas de dire qu'elle est de plus en plus facile. C'est parce qu'il y a

encore des syndicats relativement indépendants que De Gaulle et ses hommes ne peuvent pas tout se permettre. La force de contestation et d'opposition du syndicalisme ouvrier doit rester intacte. Loin d'être « dépassée », cette règle s'imposera toujours davantage, et partout. Elle est la condition du progrès social. Plus que jamais, elle demeure la seule sauvegarde contre les formes nouvelles d'exploitation et de tyrannie.

✱

Le récent Comité Confédéral National de « Force Ouvrière » qui s'est tenu les 11 et 12 novembre est réconfortant à cet égard. Bothereau s'y est exprimé ainsi : « Dans l'administration des gens et des choses, nous devons dire si nous acceptons que le syndicalisme puisse s'engager davantage... Doit-il participer maintenant à la prise des décisions, doit-il s'engager dans l'exécution de ces décisions ?... Tout cela aboutirait à une forme d'intégration, au rôle très particulier que joue le syndicat dans le système bolchevik... »

Cette opinion du secrétaire général a été appuyée et renforcée par la discussion qui a suivi. Notre ami Soffietto, de la Loire, a montré le danger d'une Chambre économique remplaçant le Sénat et il a mis en garde contre les positions des autres centrales (la C.F.T.C., notamment, semble bien près d'être séduite. Quant à Hébert, de la Loire-Atlantique, il a insisté, lui aussi, sur la tentative d'intégration du mouvement ouvrier dans l'appareil de l'Etat. « On a réussi à liquider les partis de jadis, a-t-il dit, qui étaient un obstacle aux entreprises du grand capital. En l'absence des partis, la seule force qui reste aux travailleurs, c'est le syndicalisme. Nous devons en avoir conscience et arrêter nos dispositions en conséquence. »

Oui, le syndicalisme ouvrier doit avoir pris toutes ses dispositions pour ne pas se laisser étouffer et dévitaliser.

Raymond GUILLORE.

Non, pas plus d'intégration dans la République moderne, que dans le pouvoir personnel

Contrairement à la plupart des hommes politiques qui cherchent à frapper « les masses » par des slogans de circonstance, Mendès-France préconise une rénovation du régime reposant à la fois sur la consultation de citoyens déjà éclairés sur les solutions envisagées et sur une collaboration effective de toutes les forces vives de la nation. Il prévoit des institutions « adaptées aux structures économiques, sociales et psychologiques d'un pays comme le nôtre, parvenu à ce point de son histoire ».

C'est un projet constructif qu'il présente, en vue de créer et stabiliser « un régime rénové apte à traiter les problèmes de ce temps », le régime, en somme, qui correspond à l'économie de grandes unités de production, dirigé par une technocratie spécialisée.

A la base, il y a le plan, programme économique national, bien étudié, discuté avant d'être soumis aux citoyens, puis, en collaboration avec les groupes socio-professionnels rassemblés dans une deuxième chambre, appliqué par le gouvernement de législature, constitué à l'image de l'Assemblée élue. Ainsi, nous avons un pouvoir stable assurant le maximum de production de biens et de services en vue d'accroître régulièrement le niveau de vie de la population. Ce but-là, c'est le même que se proposent les technocrates de l'Est — le beurre de Khrouchtchev — et il se trouve souvent confondu avec le socialisme ou, pour s'en tenir au vocabulaire marxiste, avec le communisme. Qui sait ? si les deux blocs savaient écarter la guerre froide,

nos technocrates de l'Ouest et de l'Est ne pourraient-ils pas se tendre la main pour réaliser ce socialisme de l'abondance ? Le fait que le capital d'une entreprise appartient à des particuliers ou à l'Etat n'aurait plus tellement d'importance ; les technocrates de l'Ouest pourraient se débarrasser à bon compte de la tutelle plus ou moins gênante des derniers propriétaires d'actions.

Revenons-en à Mendès-France qui semble bien être dans l'axe qui conduit à ce prétendu socialisme. « La valeur d'un système, écrit-il, dépend du rythme de croissance qu'il est capable d'imprimer à l'économie et de l'usage qu'il fait du surcroît de production obtenu pour garantir une plus équitable répartition des richesses matérielles et culturelles. »

L'usage du surcroît de production ? La mauvaise répartition précédente non remise en question, voilà déjà un problème difficile à résoudre avec celui d'une organisation du travail qui n'écrase pas les salariés. Croyez-vous, Mendès-France, que, dans l'ambiance sociale actuelle, ça puisse se régler en famille autour d'une table ? Nous ne le pensons pas, et c'est pourquoi nous tenons à nous réserver la possibilité d'avoir recours aux moyens d'action traditionnels du syndicalisme issu de la première Internationale.

Mais, au fait, nous en avons un, un plan. Oui, nous dit Mendès-France, mais il élabore et exécute, d'un côté par une bureaucratie qui, dans la meilleure des hypothèses, est neutre, de l'autre par des groupes qui disposent de moyens efficaces

pour défendre leurs intérêts et peser sur les décisions. En dehors de participations ouvrières de caractère souvent symbolique, il n'existe pas de démocratie dans la planification française.

Mendès-France veut donc démocratiser le Plan. Il espère y parvenir d'abord en relevant le niveau de culture économique et sociale des Français pour les amener, grâce à une information objective, à discuter sur les problèmes du Plan et à voter ensuite en connaissance de cause. Il assurerait parallèlement la formation de tous ceux qui auront à participer personnellement au travail de planification.

Enfin, il ferait participer à l'élaboration du Plan le Conseil économique et social et les conseils économiques régionaux, où toutes les forces vives du pays seraient représentées, les syndicats ouvriers y étant largement représentés.

Car Mendès-France tient à accorder au syndicalisme une place importante dans la réforme générale de l'Etat, l'appelant à intervenir dans la planification nationale et dans la vie de l'entreprise.

« L'intervention des syndicats au sein des institutions où le Plan est élaboré et arrêté est l'élément essentiel et spécifique de la démocratisation », écrit-il.

Mais, fait plus grave, les syndicats qui auront adhéré au Plan, se trouveront engagés et devront contribuer activement à sa réussite. Leurs militants se trouveront associés aux responsabilités nationales, régionales et, même, à des responsabilités dans l'entreprise.

« Aujourd'hui, le syndicat devient majeur dans l'Etat et dans l'entreprise... Le syndicalisme s'est voulu longtemps l'adversaire de l'Etat, parce qu'il était capitaliste et conservateur, mais dans la mesure où l'Etat se démocratise... dans la mesure où il assure au syndicalisme des droits plus efficaces, l'Etat n'est plus forcément un adversaire. Progressivement, les travailleurs pourront reconnaître comme le leur un régime qui sera l'instrument indiscuté de la prospérité économique et de la lutte sociale. »

On se croirait aux U.S.A., où le socialisme traditionnel n'a pas pris pied sérieusement.

Le syndicat — et ici on est en recul sur les U.S.A. — est appelé à s'insérer dans la superstructure du capitalisme moderne (capitalisme privé, ou capitalisme d'Etat, ou capitalisme mixte).

Drôle de majorité que ce renoncement à ses buts, à ses moyens d'action ! Bien naïf serait celui qui penserait qu'une délégation ouvrière même importante pourrait influencer les technocrates qui dirigeraient le plan, étant donné la complexité des problèmes de gestion des grands ensembles économiques et de l'Etat ; étant donné aussi l'état d'esprit du peuple qui cède au genre de vie nouveau, laissant à un chef le soin de s'occuper des affaires publiques plutôt que de prendre directement des responsabilités.

Avec Mendès-France, nous sommes, il est vrai, en présence d'un gouvernant ou aspirant gouvernant qui a voulu trouver les institutions adéquates au mode actuel de production. Les institutions actuelles sont encore en grande partie celles du capitalisme libéral du début de ce siècle, aujourd'hui à peu près disparu. Il y a toujours un décalage entre les institutions, la superstructure et la structure. Mais le syndicalisme n'a pas à donner sa caution pour le bon fonctionnement des institutions favorables à une classe dirigeante qu'il exploite. Il est, en effet, l'expression des intérêts permanents de la classe ouvrière et il se place, de ce fait, au-dessus des phases historiques et des hommes qui peuvent symboliser, au-dessus des superstructures des régimes qui se succèdent.

Certes, ses représentants dûment mandatés et toujours contrôlés, peuvent participer à des organismes créés par l'Etat pour y discuter des problèmes qui intéressent la classe ouvrière, mais il ne peut faire corps avec un Etat quel qu'il soit. En passant, signalons que nous excluons l'élection des représentants par les corporants, car elle risque de se faire dans la confusion, le choix se trouvant d'ailleurs faussé par la propagande démagogique des organisations spécialisées dans l'exploitation

des mécontentements populaires et par leurs méthodes de racolage des votants non informés.

Le mouvement syndical élabore lui-même ses solutions aux problèmes posés dans la société actuelle et il les soumet soit à l'opinion publique, soit au Parlement, soit aux membres des institutions où il délègue et mandate ses représentants. Il peut examiner, étudier les solutions d'autres groupements ou du gouvernement, il peut les discuter, mais il n'a pas à prendre la responsabilité de l'application des décisions d'une institution d'Etat, forcément destinées à assurer la continuité d'un régime qu'il a pour mission de détruire.

Nous nous en tenons à ces quelques réflexions pour le moment, nous réservant de reprendre certains points qui pourraient d'ailleurs être mis en avant, si le pouvoir personnel est écarté. Le sort du projet de Mendès-France dépendra de l'orientation des événements actuels. Si de Gaulle l'emporte, la dictature se précise, répondant plus ou moins bien aux volontés de la nouvelle classe dirigeante. Si la coalition des quatre partis du « non » arrive au pouvoir, elle voudra tenter d'appliquer en partie le projet de Mendès-France (sous une autre appellation sans doute). Mais quel crédit accorder à ces hommes qui ont été incapables de réaliser le plan du C.N.R. qu'ils avaient accepté et qui ont fait sombrer la quatrième république. On peut expliquer l'instabilité et l'impuissance des gouvernements de la IV^e République par les manœuvres d'un parti politique au service d'un Etat totalitaire étranger, ce qui faussait le jeu parlementaire, mais ce n'est pas suffisant. Et puis, comment concilier des hommes représentant des intérêts opposés, comme Pinay et Guy Mollet, et œuvrant pour des buts totalement différents ? Et qu'attendre d'un M.R.P. qui vote des résolutions les plus gauchistes dans ses congrès et est prêt à collaborer avec les pires conservateurs ?

APRES LE REFERENDUM

Il ne sera donc pas question du programme de Mendès-France pour le moment, ni de celui des quatre partis du « non » piteusement battus, bien qu'ils aient la majorité assurée aux élections législatives. Car ils l'auront. La majorité des électeurs a voté pour de Gaulle pour éviter l'aventure, mais, dans chaque circonscription, on continuera à voter — peut-être avec moins d'empressement — pour les hommes connus à défaut d'autres qui auraient fait leurs preuves. La majorité des électeurs veut d'abord la paix et sentir une certaine stabilité, sans pour cela souhaiter une dictature. De Gaulle ne peut s'y tromper. Il n'a obtenu que 45,87 % des inscrits et il aura bien senti les réticences, les réserves de ceux qui ont voté oui pour ne pas courir les risques d'une crise pleine d'incertitudes. Il pourra donc, lui, appliquer le plan de sa bureaucratie avec l'appui des grands maîtres de l'économie qui ne tiennent pas tellement à démocratiser celle-ci, même avec un Mendès-France.

Le vote du 28 octobre prouve surtout qu'il y a en réalité vacance du pouvoir. Le système parlementaire d'hier est condamné, mais le pouvoir personnel n'est pas accepté. C'est le moment de mettre en avant de nouvelles forces, inspirant confiance au peuple tel qu'il est, non pas celui de 1900 ni de 1920. Un syndicalisme indépendant — de pensée et de mouvement — pourrait prendre une place de premier plan, à côté d'autres forces dynamiques comme les jeunes paysans. Mais il faudrait se débarrasser de certaines traditions, de certaines méthodes de travail et de propagande, se libérer de certains mythes. Pour n'avoir pas su faire peau neuve, les partis ont été piteusement rejetés ; si les syndicalistes restent sur leurs anciennes positions et ne savent pas s'unir après avoir fait le point des expériences des cinquante dernières années, ils s'isolent aussi. Mais, attention, pas d'unité à tout prix ! Il s'agit d'unir tous ceux qui rejettent catégoriquement toutes les tutelles et manifestent la volonté de redonner au syndicalisme une pensée propre, une indépendance d'esprit et de mouvement qui les place en dehors, ou plutôt au-dessus des anciennes formations.

U. THEVENON.

UN MARCHÉ DE DUPES

Une fois de plus — et comme il était aisé de le prévoir — la montagne a accouché d'une souris.

Pourtant le vent était au social. Le rendez-vous d'automne avait été laborieusement préparé. On avait voulu tenter un grand coup en vue de la consultation plébiscitaire. Dans une parade à grand orchestre où la presse aux ordres, la radio et la télé avec exhibitions ministérielles jouaient les grands rôles, on nous présentait un plan mirifique... si nous savions patienter encore quelque peu. Une documentation de 240 pages, consacrées à l'évolution de l'économie française et remise aux membres du Conseil supérieur du 4^e plan, nous promettait l'âge d'or... pour 1965.

En attendant, pour inaugurer ces heureuses dispositions, le truquage des indices officiels ne donnant que 1,70 % d'augmentation pour le S.M.I.G., on « mordait » sur le capital et l'on consentait aux « catégories sociales les plus défavorisées » une manne supplémentaire de 2,80 % comme participation aux « fruits de l'expansion » et à la progression du revenu national. Et, pour faire bonne mesure, on ajoutait quelques miettes concernant les allocations familiales et prénatales, les veuves d'assurés, la réduction de 8 à 6 % du taux maximum d'abattement des zones de salaires, etc. ; toutes mesures dont l'application était avancée au 1^{er} novembre, alors qu'elles n'étaient prévues que pour décembre et janvier.

Or, à la réunion de la Commission supérieure des conventions collectives — en sommeil depuis cinq ans — spécialement convoquée pour entériner ces décisions, les représentants ouvriers ont eu le mauvais goût de ne pas apprécier comme on l'avait espéré — certes, sans trop d'illusions — le cadeau gouvernemental.

TOUT N'EST PAS POSSIBLE (air connu)

On les avait pourtant prévenus à la table ronde du Conseil supérieur du plan économique et social où la faveur gouvernementale daigne leur permettre un avis — et où ils n'étaient pas seuls en cause, les représentants patronaux les considérant sans doute d'un œil assez amusé, sûrs de leurs partenaires au pouvoir.

En manifestant son ambition de compléter la planification de la production économique par une planification des revenus, en concédant que : « l'Etat, comme tout chef d'entreprise, a le devoir de prendre en considération les revendications de ses travailleurs quand elles sont légitimes », que « les salaires ne doivent pas être remis en cause à tout propos, mais aussi les augmentations reconnues justifiées doivent être suffisantes (sic) pour être sensibles à ceux qui les perçoivent, et constituer une amélioration réelle », le président du Conseil Pompidou-Rothschild s'empressait d'en situer les limites en ajoutant ce correctif : « Nous entreprenons une œuvre de longue haleine qu'on compromettrait sans doute en lui demandant trop vite plus qu'elle ne peut donner. »

Son ministre des Finances avait abondé dans le même sens après avoir vanté les bienfaits de la stabilité gouvernementale favorisant l'essor de la production, la croissance de notre économie, des réserves de devises, et tout et tout. Et nous ferons mieux en 1963 selon toutes prévisions, enchaînait-il en faisant miroiter la politique dite « des justes revenus » qui consiste, d'après lui, « à harmoniser l'évolution globale des rémunérations avec l'accroissement de la production et à corriger,

dans la préoccupation de remédier aux disparités contraires à la justice sociale, les inégalités apparaissant entre les diverses catégories de revenus, de salaires et de profits ». Bien entendu, « le gouvernement n'a pas et n'a jamais eu l'intention d'appliquer cette politique par voie de contrainte... » (à vous, MM. les patrons). Le contraire nous eût étonné. Et d'ailleurs, comme son maître à penser du moment, il concluait par la nécessité de maintenir lesdits revenus et la consommation (donc les salaires) dans certaines limites, car leur progression trop rapide empêcherait le financement des investissements prévus au plan et provoquerait des hausses de prix susceptibles de freiner nos ventes à l'étranger.

En relevant le salaire minimum de 4,5 %, alors que l'indice officiel du coût de la vie n'avait pas franchi le seuil entraînant la revalorisation automatique du S.M.I.G., le gouvernement entendait créer un choc psychologique favorable dont il attendait le plus grand bien.

Il a été déçu par l'attitude des leaders syndicaux refusant de comprendre, après la situation florissante qu'on venait de leur exposer, que le geste gouvernemental en faveur du lampiste représentait un effort exceptionnel.

Ils rétorquaient que, tandis que les plans succédaient aux plans, la situation des « petites catégories » n'avait cessé de se dégrader au point que le S.M.I.G., par suite des manipulations de l'indice des prix, avait perdu 25 % de son pouvoir d'achat depuis 1955 et que son retard sur l'évolution de la moyenne des salaires nécessitait un rajustement portant le taux horaire à 2,30 NF pour les uns, à 2,42 NF pour d'autres, tandis que l'octroi des 4,5 % ne l'élèvera que de 1,72 NF à 1,80 NF — ce qui portera le salaire mensuel de 299,51 NF à 311,40 NF pour cent soixante-treize heures de travail.

ASSEZ DE DUPERIE !

Arrêtons-nous un instant et méditons sur ce chiffre de TROIS CENT ONZE NOUVEAUX FRANCS dont doivent se contenter POUR VIVRE TOUT UN MOIS, les isolés, les non-qualifiés, ceux qui ne disposent d'aucun moyen de pression leur permettant d'autres exigences. Il est significatif de l'état d'indigence et d'impuissance dans lequel se trouve actuellement le mouvement syndical. Demandons-nous aussi par quelle aberration les responsables syndicaux ont pu laisser ainsi se poursuivre pendant des années un tel avilissement de la condition de ceux (ils sont encore près d'un million de salariés industriels et agricoles) qui sont au bas de l'échelle des salaires (1).

Eu égard à la situation prospère que font miroiter leurs interlocuteurs gouvernementaux, n'est-il pas humiliant pour les représentants d'un syndicalisme qui se prétend évolué et majeur d'avoir à discuter sur des bases aussi sordides ?

Au surplus, ils se réveillent bien tard en réclamant aujourd'hui une revalorisation brutale qui, selon les centrales, se situerait de 460 NF à 500 NF par mois, sachant que l'actuel gouvernement de

(1) Soulignons l'absence de compensation au préjudice subi, entre deux rajustements, par les assujettis au S.M.I.G. du fait des hausses de prix. Outre qu'il est dangereux de laisser se perpétuer un état de pauvreté qui incite à accepter, voire à rechercher, l'appoint des heures supplémentaires et du sursalaire familial qui pousse au larpinisme.

transition, qui considère avoir déjà accompli un effort méritoire, a, par la précarité de sa situation, un prétexte tout trouvé pour remettre à plus tard l'examen de cette revendication.

D'ailleurs, si le maintien de la sous-consommation ouvrière fait partie de son programme pour faciliter les investissements, elle est aussi la condition permettant non seulement de continuer à exporter pour faire rentrer les devises, mais pour satisfaire également les rêves de grandeur de notre César national qui, avec des moyens combien plus réduits, veut se hisser au niveau des deux « grands » et sacrifie tout le reste à sa fureur mégalomane, dût-elle pousser au suicide de pauvres vieux à bout de privations. Car c'est à ceux-là aussi qu'il faut penser quand on débat des conditions de vie décente des « plus défavorisés ». Eux ont encore été oubliés dans le dernier rajustement tandis que le sénateur Pellenc, rapporteur général de la Commission des Finances du Sénat, dans son rapport sur le projet de budget 1963, nous apprend que si le revenu moyen par personne (en pouvoir d'achat) s'est accru trois fois moins vite durant les quatre dernières années, en revanche, les plus-values boursières ont augmenté presque deux fois plus vite. Il ajoute que « si le franc se dégrade chaque jour davantage pour la ménagère, il ne faut pas compter sur le projet de budget de 1963, tel qu'il a été présenté par le gouvernement démissionnaire pour rompre le processus inflationniste, car il aggrave sensiblement celui de 1962, les dépenses militaires notamment, au lieu de diminuer en raison de la fin de la guerre d'Algérie, y accusaient une majoration de 1.252 millions de NF et la force de frappe y étant fixée à 2.400 millions de NF. »

Ce qui prouve que dans la lutte pour l'hégémonie qui oppose les grandes puissances et la course au profit à laquelle se livrent les grandes coalitions d'intérêts, les rivalités extérieures accentuent les rivalités intérieures et qu'on ne peut concilier les inconciliables.

C'est tellement vrai qu'en ce début de novembre, avant même l'application des maigres avantages pécuniaires annoncés à grand fracas, les prix continuent leur ascension. Un train de hausse est en route dont le résultat le plus clair sera d'annuler pratiquement l'amélioration escomptée du pouvoir d'achat des « heureux bénéficiaires » du S.M.I.G. On reprend d'une main ce qu'on a dû lâcher de l'autre. Déjà les hausses sur des denrées de première nécessité tels le pain, le lait sont effectives. Le beurre, produit laitier, suivra inévitablement et l'on prévoit une hausse de 50 à 100 francs par kilo. Quand au sucre, pour lequel les betteraviers aux dents longues réclament près de 20 % d'augmentation, le gouvernement, soucieux de se ménager un climat électoral favorable, envisage plusieurs solutions : soit reporter l'augmentation après les élections, soit, si les sucriers s'impatiente et passent à l'action directe, accorder une légère hausse et augmenter en conséquence la subvention supportée par le Trésor pour « l'assainissement du marché ».

C'est, on le sait, une astuce employée par tous les gouvernements d'octroyer des primes, subventions et autres avantages à certaines industries (alimentation, charbonnages, etc.) et services afin d'empêcher que la hausse de leurs prix de vente ne vienne gonfler l'indice des prix qu'il convient de maintenir au-dessous de la cote d'alerte.

Des dizaines de milliards d'anciens francs sont ainsi distribués chaque année au détriment du salarié doublement « couillonné » comme contribuable et comme consommateur.

(2) Une preuve de la « générosité » gouvernementale ne devrait-elle pas se manifester par la restitution aux vieux du produit de la « vignette » détourné de sa destination première ?

L'ENTENTE POUR UNE ACTION REVENDICATIVE ET CONSTRUCTIVE

Bref, devant cette nouvelle détérioration du pouvoir d'achat ouvrier, que vont faire nos augures syndicaux ?

On voudrait espérer qu'ils n'encaisseront pas sans réagir ce nouveau camouflet qui leur est infligé par le brain's trust des puissances industrielles et financières installé au pouvoir et qui nous replonge dans le fameux « cercle infernal » de la course salaires-prix.

On souhaiterait qu'ils ne tolèrent pas plus longtemps que l'échelle mobile des salaires sur les prix, obtenue après tant d'années de lutte, soit devenue entre les mains des tripatouilleurs gouvernementaux un instrument de stagnation, de régression de la condition ouvrière.

Au moment où, par manœuvre ou démagogie, il leur est offert de s'attaquer aux revenus, d'axer la progression des salaires sur celle de la production et de l'expansion, il faut prendre la chose au sérieux, saisir l'occasion de rénover le système d'indexation des salaires non plus seulement sur les prix, mais sur le profit.

Face aux plans gouvernementaux qui sont autant d'attrape-nigauds à l'usage des gogos, en attendant une unité organique de plus en plus problématique, les organisations syndicales sauront-elles dresser leur propre plan de rénovation économique et sociale autour d'une table ronde, avec, comme objectif revendicatif, de base, le S.M.I.G. à 500 nouveaux francs dans un délai minimum à débattre dès l'installation du futur gouvernement ?

On assiste depuis la rentrée à une recrudescence de l'action revendicative mise en sommeil durant la période des congés payés. Au retour les mêmes problèmes se reposent aux salariés, d'autant plus pressants que les poches sont vides et que les traites à payer, le loyer, les impôts qui vont croissant et autres dépenses incompressibles grèvent toujours plus fortement le budget ouvrier.

Toute cette agitation, qui montre les travailleurs bien décidés à ne pas supporter plus longtemps les atteintes répétées à leur pouvoir d'achat et leur volonté d'action commune, indique clairement qu'ils attendent de leurs dirigeants une action concertée pour organiser la résistance et passer à l'offensive.

En se gardant de se placer à la remorque des partis discrédités qui ne manqueront pas d'exploiter les mouvements revendicatifs à des fins partielles et électorales — alors que leurs criarderies ne sauraient faire oublier leurs responsabilités passées qui nous ont amenés là où nous sommes ni leurs faillites lamentables lors de leur passage au pouvoir et qu'ils se livraient aux mêmes expédients — les syndicats, qui sont la seule force réelle capable de réaliser le regroupement indispensable pour assurer les tâches d'avenir, ne sauraient se maintenir dans leur immobilisme actuel sans faillir à leur mission.

Or, celle-ci ne consiste pas à faire le jeu des tenants du conservatisme social : affairistes, technocrates et politiciens du plan qui voudraient les intégrer dans leurs formations hétéroclites pour cautionner leur politique tortueuse, mais à déjouer leurs calculs en leur imposant les véritables réformes de structure propres à nous sortir du marasme dans lequel nous patageons.

Souvenons-nous surtout que dans notre combat pour de meilleures conditions de vie, les méthodes d'action directe de juin 36, août 53 et autres ont fait plus pour faire avancer les réalisations sociales que ces parlotes trop souvent stériles.

N. FAUCIER.

Comédie ou démonstration de force

Au cours de la dernière réunion de l'Union des Syndicalistes, un de nos jeunes constatait la disparition de l'internationalisme ouvrier et, évoquant Zimmerwald et l'opposition à la guerre en 1915, demandait ironiquement si une telle référence le classait parmi « les croulants ou les amortis ».

Je voudrais lui dire ici non seulement que son affirmation confirme tout ce que je tente de prouver dans la plupart de mes articles de la « R.P. » — mais encore qu'elle m'apporte un précieux encouragement et un réconfortant espoir. Toutes nos controverses sont utiles et efficaces lorsqu'à l'origine et à la fin on s'accorde sur la nécessité de l'internationalisme ouvrier, sur l'impossibilité de concevoir un socialisme qui ne soit pas essentiellement ouvrier. Ce n'est pas un nostalgique retour en arrière, c'est une tendance vers le futur, c'est un salutaire éclairage du présent.

Ce « préalable » s'impose avant d'engager le débat sur les événements qui ont dominé l'actualité internationale en octobre 1962.

INTERPRETATIONS CONTRADICTOIRES ET HASARDEUSES

Une fois de plus, il nous faut remonter dans le temps — qu'il s'agisse du conflit U.S.A.-U.R.S.S., de Cuba, des dangers de guerre, des possibilités socialistes — et opposer la vérité, si lourde et complexe qu'elle soit, aux simplifications d'une logique formelle, « aux mensonges triomphants qui passent ».

Se garder aussi des interprétations faciles. Nul ne peut actuellement comprendre les motifs de Khrouchtchev cédant aux sommations américaines. Il faut attendre encore pour voir clair.

D'aucuns imaginent que Kennedy et Khrouchtchev ont joué magistralement — de concert — une comédie nettement conçue et minutieusement préparée. Pourquoi ? Pour sauver Kennedy, menacé d'une lourde défaite électorale. Car Khrouchtchev veut à Washington un allié sûr, en prévision du... « péril jaune ». Le sympathique camarade qui formulait devant nous cette affabulation s'essayerait avec profit dans l'histoire romancée ou la science fiction.

LE DISCOURS DE STEVENSON A L'O.N.U.

Il est un document que je voudrais utiliser pour l'examen des événements d'octobre. C'est le discours prononcé par Adlai Stevenson, le 23 octobre dernier, devant le Conseil de Sécurité de l'O.N.U. Vais-je scandaliser ceux qui s'en tiennent à la simple opposition des blocs — et surtout ceux qui n'équilibrent même plus les responsabilités et incriminent d'abord et exclusivement les Etats-Unis ?

En janvier 1953, alors que le conflit de Corée durait depuis deux ans et demi, Monatte analysait dans la « R.P. » le discours prononcé le 24 octobre 1952, devant la Commission politique de l'O.N.U. par Dean Acheson qui devait démissionner du Département d'Etat après l'élection d'Eisenhower. Il regrettait même de ne pouvoir le publier « in-extenso ». « La R.P. estimait-il, peut se permettre de le reproduire, ayant gardé

sa pleine indépendance aussi bien à l'égard de l'Amérique qu'à l'égard de la Staline. »

Ce document, en effet, établissait la responsabilité unilatérale de Staline, dans le conflit coréen. Monatte n'hésitait pas à formuler nettement cette conclusion. C'est que rien n'aurait pu l'empêcher de dire la vérité telle qu'il la jugeait établie, sans réserves, ni réticences.

— Nous n'insisterons pas sur les révélations de Stevenson quant à l'installation de bases soviétiques à Cuba. Il paraît qu'on le savait dès que cela avait commencé et qu'il n'était pas possible de le dissimuler. Alors on comprend mal les dénégations soviétiques et l'aveu explicite de Khrouchtchev. Même si Kennedy n'a voulu agir que sur documents photographiques indiscutables, il faudrait louer sa prudence. Les missiles balistiques transportant des ogives nucléaires pouvaient atteindre la baie d'Hudson au Nord et Lima ou le Pérou au Sud. En outre, de la base pouvaient s'envoler des bombardiers à réaction, portant des armes nucléaires.

Nous ne commenterons pas non plus l'argumentation doctrinale de Stevenson opposant le communisme à la charte des Nations Unies, c'est-à-dire l'uniformité à la liberté — la fatalité au choix — la contrainte à la démocratie — le dogme à l'indépendance — l'idéologie à la tolérance... Il est vrai que le régime stalinien se justifie par une sorte de prédestination et la volonté d'aboutir à un « univers monolithique ». Par parti pris idéologique... ou par logique interne d'un impérialisme totalitaire ?

LA RESPONSABILITE DE LA GUERRE FROIDE

C'est une question que nous avons résolue pour notre part. Et les propagandistes américains servent la propagande soviétique en cherchant dans la doctrine communiste l'explication d'une politique d'expansion servie par un formidable appareil militaire et policier.

Par contre, nous croyons utile de rappeler les faits exposés par Stevenson, qui ont dominé l'évolution du monde, de Yalta à la mort de Staline. On pourrait, imitant les tests de vulgarisation, publiés par certains journaux, poser à chaque information rétrospective la question : vrai ou faux ?

— Au cours des conférences de Yalta et de Potsdam, lors de l'élaboration en 1945 de la charte des Nations Unies, on se mit d'accord pour le respect des obligations nées des traités — pour l'autodétermination de tous les peuples et l'égalité des droits entre tous les peuples.

A cette époque, les Etats-Unis représentaient, grâce au monopole atomique, une puissance militaire invulnérable. Ils procédèrent immédiatement à un désarmement presque total. En 1947, leur budget de défense avait diminué de 70 milliards de dollars. Les effectifs de leurs armées tombaient de 12 millions à 1 million et demi.

Ils n'avaient contracté aucune alliance militaire et ils avaient proposé en 1946 de transférer « l'énergie atomique » à l'O.N.U.

De 1945 à 1945, ils ont distribué 2 milliards 600 millions en secours, dont une grande partie dans les pays communistes. En 1947, c'est à toute l'Europe — U.R.S.S. et pays satel-

lites compris — qu'ils proposèrent le plan Marshall.

Depuis 1945, 59 nouveaux Etats — nés pour la plupart de la dissociation des anciens empires coloniaux — ont été admis à l'O.N.U.

De l'autre côté, l'U.R.S.S. a conservé presque toutes ses forces militaires. Au lendemain de Yalta, elle intervenait en Roumanie et en Pologne, sans tenir aucun compte de sa promesse formelle d'élections libres.

En mars 1945, quelques jours avant sa mort, le président Roosevelt, qui avait accordé à Staline une confiance illimitée, exprimait ses inquiétudes dans une lettre à Winston Churchill.

Dès la première séance de l'O.N.U., l'Iran protestait contre le maintien de troupes soviétiques dans le nord du pays.

En 1948, des peuples groupant 90 millions d'habitants étaient intégrés contre leur gré, dans l'empire stalinien.

A Potsdam, en 1945, l'U.R.S.S. avait accepté que la formation de partis démocratiques soit autorisée et encouragée dans toute l'Allemagne. Jamais, il n'y eut en zone soviétique, d'autre formation politique que le parti monolithique soumis à Moscou.

En 1945, Staline signait un pacte de non-agression avec la Chine nationaliste. On sait quel en fut l'effet.

L'U.R.S.S. a organisé, dès 1945, la propagande subversive dans tous les pays de l'Europe échappant à son influence, et aussi en Malaisie, aux Philippines, en Birmanie et en Indochine. (1)

Elle a rejeté le plan américain pour l'internationalisation des armes atomiques.

Elle a tenté de saboter l'application du plan Marshall. Elle a organisé le blocus de Berlin. Elle a ordonné à l'un de ses satellites l'invasion de la Corée du Sud.

En 1945, à Genève, elle a accepté que l'on cesse tout envoi d'armes au Vietnam... et elle a continué à armer le Vietminh.

Par plus de cent applications du droit de veto, elle a contrarié toute l'action de l'O.N.U.

Elle a rompu unilatéralement le moratoire des essais nucléaires.

Il est vrai que depuis la mort de Staline, M. Khrouchtchev semble vouloir normaliser le régime intérieur de l'U.R.S.S.

Mais la politique internationale demeure dominée par la même tendance. Il suffit de rappeler la répression des révoltes et des insurrections en Allemagne orientale et en Hongrie, les menaces contre Berlin, l'élévation du mur coupant Berlin.

C'est en réponse à ces violations des accords de Yalta et de Potsdam, des pactes de non-agression, de la Charte des Nations Unies que les Etats-Unis se sont résolus à organiser la défense du Monde libre, qu'ils ont reconstitué leurs forces, conclu des alliances défensives avec les pays directement menacés et qui réclamaient l'aide de la grande puissance américaine. Ce furent des accords librement et publiquement discutés et négociés.

C'est la constitution du Traité de l'Atlantique Nord (l'OTAN), l'installation de bases en Europe, avec rampes de lancement; les ogives nucléai-

res et les missiles demeurant sous l'autorité exclusive du commandement américain.

OU EST LA FORCE POSITIVE DE PAIX ?

Nous avons analysé l'essentiel des propos de Stevenson concluant à la responsabilité directe de l'U.R.S.S. dans la politique d'armement et la « guerre froide ».

Ajoutons que le représentant américain a rappelé les propositions de désarmement contrôlé et qu'il a insisté sur le fait qu'aucun des conflits prévisibles ne peut être liquidé par une solution isolée, qu'il importe de maintenir la solidarité de tous les peuples libres, afin de mobiliser en cas d'attaque sur un point, la résistance de tous.

Faut-il préciser que nous n'avons ni à prendre la responsabilité de la politique de Washington, ni à accepter sans débat contradictoire tous les griefs et accusations de Stevenson, ni à nous engager dans le parti américain ?

Mais il importe que l'on réponde clairement et objectivement aux trois questions suivantes :

1. Les faits rapportés par Stevenson sont-ils exacts ?

2. Les Etats-Unis ont-ils pris une responsabilité directe dans les violations de la charte des Nations-Unies, dans les atteintes à la libre détermination des peuples ?

Ce n'est pas les blanchir, les innocenter, leur accorder le privilège d'un noble altruisme. Reconnaître simplement que leurs intérêts n'ont jamais, depuis 1945, déterminé une intervention militaire et violente — Trotsky, pendant l'entre-deux guerres, leur appliquait la formule « impérialisme pacifiste ». Ce n'est pas nier leur impérialisme — qui gagnerait d'ailleurs à être défini, car les contradictions internes de leur capitalisme paralysent quelque peu une action extérieure, cohérente et conséquente — Mais c'est nier qu'ils peuvent, depuis 1945, menacer la paix mondiale par leurs seules initiatives.

3. Si les Etats-Unis étaient revenus à leur isolationnisme, s'ils n'avaient pas affirmé leur solidarité avec tous les Etats menacés par l'impérialisme soviétique, qui donc oserait affirmer que l'expansion stalinienne se serait arrêtée au « rideau de fer » actuel ?

Même si l'on ne veut pas choisir entre les deux blocs (il est d'ailleurs assez ironique de parler actuellement d'un bloc occidental), peut-on répéter de propos délibéré que l'U.R.S.S. représente une force positive de paix ?

Je sais bien que l'on ne peut se libérer — à moins d'avoir la foi internationaliste et le courage de Monatte (2) — du dilemme préalable : socialisme en U.R.S.S., capitalisme aux U.S.A. Même ceux qui se refusent à attribuer à Moscou le titre de métropole socialiste, répugnent à accorder leur approbation à tout ce qui se conçoit ou se réalise à Washington, capitale de l'impérialisme donc de la réaction.

Il est cependant une observation qui pourrait altérer leur certitude. C'est l'anti-américanisme forcené des nationalistes les plus obtus, des réactionnaires les plus féroces. C'est l'anti-américanisme, plus discret et plus insinuant des gaullistes les plus dociles. Les émissions de la Télévision et de la Radio officielles, en ces jours de crise n'accordaient à Kennedy qu'une approbation lourde de réticences, de critiques, d'objections. M. Sallebert, reporter de la Télévision à New-York, nous a offert une conversation avec

(1) Il n'est pas douteux que Moscou ait favorisé, entretenu, même provoqué des « subversions » dans les pays qui ne lui étaient pas soumis. Mais lorsque ses opérations réussirent ce fut trop souvent parce que le peuple ainsi agité ne pouvait plus supporter la servitude et la misère. C'est une politique de Gribouille que de s'accrocher à Moscou pour se libérer. Mais Gribouille « démocrate » fait aussi de l'anticommunisme en fournissant au communisme ses meilleures chances de succès.

(2) Nous ne trahissons pas la pensée de Monatte, en rappelant qu'il a toujours regretté l'aveuglement de Roosevelt et la mollesse de ses successeurs, devant les entreprises staliniennes.

un Américain spécialement choisi pour défendre la thèse de son gouvernement, avec une argumentation lourde comme le pavé de l'ours. Les questions insidieuses du speaker français provoquaient les réponses que Khrouchtchev aurait souhaitées.

Par exemple : « Les Etats-Unis protestent contre la menace d'une base soviétique à Cuba, alors qu'ils ont installé des bases américaines en Turquie. »

« — C'est qu'il n'est pas facile de concilier les principes avec les intérêts d'un Etat. »

Or, il y a longtemps que l'on a pensé à sacrifier les bases en Turquie. C'est l'Etat turc qui s'en alarme. Car, dès la fin de la guerre, Staline avait repris la vieille revendication tzariste sur les détroits. Car, l'impérialisme soviétique, maître de la Roumanie, a voulu imposer sa loi dans toute la vallée du Danube et dans la mer Noire. Les Etats-Unis ont tout simplement assuré la relève de la Grande-Bretagne, hostile à l'ouverture d'une fenêtre russe sur la Méditerranée et de l'Allemagne impériale, protectrice de la Turquie.

Mais c'est bien pour répondre aux annexions soviétiques, en tant que protecteur de toute l'Europe, que les Etats-Unis ont installé leurs bases. Celles de Cuba provoquaient une rupture d'équilibre ; Washington, en ne réagissant pas, aurait subi une défaite aussi grave que celle de l'Angleterre et de la France lorsqu'Hitler détruisit la Tchécoslovaquie. Objectivement, il faut reconnaître que c'était une étape sur la voie du conflit mondial.

L'U.R.S.S. a menacé de représailles les pays alliés des Etats-Unis. Si Khrouchtchev avait seulement voulu sauvegarder Cuba, il lui aurait accordé une garantie de même valeur que celle accordée par l'Angleterre et la France à la Pologne en 1939. Prendre Cuba comme prolongement militaire de l'U.R.S.S., c'était défier les Etats-Unis, c'était, dans le cas d'un conflit, vouer les Cubains à une extermination immédiate. Juger que c'est de « bonne guerre », c'est tolérable ! Que ce fût une initiative pacifiste, c'est tout de même un peu dur à encaisser ! (3).

CUBA ET LA FAMILLE AMERICAINE

Mais ce qui reste le plus important dans le discours de Stevenson, c'est l'historique des relations entre Cuba et les Etats-Unis.

D'abord une affirmation : la révolution cubaine se justifie par le renversement d'une dictature haïe. Et cette prise de position détermine une explication des réactions américaines, absolument différente de celle que l'on fournit ici. Ce n'est pas Batista (le dictateur sanglant) que Stevenson oppose à Castro. C'est le Castro démocrate de 1958 au Castro dictateur de 1962.

Et naturellement le rappel des promesses solennelles du chef des « barbudos » : restaura-

tion de la Constitution de 1940, formation d'un gouvernement provisoire civil, préparant des élections générales dans un délai d'un an maximum, avec pleine liberté d'information et pleine liberté de propagande pour tous les partis.

Le peuple des Etats-Unis n'a pas caché sa sympathie pour les révolutionnaires et son gouvernement a reconnu Castro et lui a promis une aide économique.

Mais ce sont les révolutionnaires, les plus tenaces ennemis de Batista qui sont aujourd'hui persécutés, arrêtés, proscrits.

A la fin de 1959, seul le parti communiste avait une existence légale, et dès le début de 1960, Castro se liait à l'U.R.S.S.

Et cela bien avant que le gouvernement de Washington ait décidé de suspendre les achats de sucre cubain. Ce sont les violentes attaques contre l'ambassade des Etats-Unis qui ont déterminé la rupture des relations diplomatiques.

Ce sont les démocrates cubains exilés qui ont tenté le débarquement du printemps de 1961, avec comme chef le président du premier gouvernement castriste, avec un comité directeur composé exclusivement d'anciens ennemis de Batista. Il n'y eut pas à cette époque d'intervention des forces américaines.

L'Etat castriste est essentiellement un Etat policier qui a organisé une répression implacable contre tous les opposants.

Cependant, Stevenson tient à préciser avec une impressionnante netteté :

1. que la dictature castriste ne constitue pas en soi une menace contre la paix ;

2. que le gouvernement des Etats-Unis n'est pas animé par une volonté contre-révolutionnaire, qu'il entretient d'excellentes relations avec deux pays qui ont accompli une révolution sociale : le Mexique et la Bolivie ;

3. que ce n'est pas non plus l'existence d'un régime dictatorial qui pourrait déterminer une intervention. Quelles que soient leurs préférences, les Etats-Unis n'entendent pas imposer de l'extérieur les règles démocratiques à un Etat américain ;

4. que ce n'est pas non plus contre le socialisme que les Etats-Unis interviennent. Conformément à la charte des Nations Unies, on doit admettre la multiplicité des idéologies et des systèmes politiques et sociaux.

Le grief majeur contre Castro, c'est d'avoir rompu la solidarité du continent américain, et par là même, de gêner l'Alliance pour le Progrès qui doit se manifester par une véritable révolution, économique et sociale, dans tous les pays de l'Amérique latine.

Et c'est l'organisation interaméricaine — unanime au moins sur le principe — qui s'oppose à l'installation sur une île américaine d'une puissance étrangère.

Castro s'est lié à l'empire de Moscou et a rompu avec la famille américaine.

ALLIANCE SOVIETIQUE PREALABLE OU IMPOSEE ?

On nous objectera que Stevenson plaide une cause et qu'il peut sacrifier la vérité à l'argument, même à l'argutie. C'est possible. Il est incontestable qu'aux Etats-Unis des hommes d'affaires et des politiques préféreraient Batista à Castro. Mais ces gens — dont le réalisme est souvent amoral et sordide — n'ont guère l'habitude de s'attacher à des vaincus, de lier leur fortune à un régime déchu.

Il est également incontestable que les libéraux américains ont, même avant la chute de Batista, témoigné de leur sympathie pour le mouvement castriste. Stevenson parle au nom du

(3) Bien entendu, les partis de gauche et d'extrême-gauche prennent leurs distances à l'égard des Etats-Unis, afin soit de flatter le nationalisme français, soit d'attirer des voix communistes au scrutin de ballottage des prochaines élections. M. Jules Moch, par exemple (« Le Monde diplomatique » de novembre 1962), incrimine les deux parties de violation des accords de 1945 sur l'Allemagne et sur Berlin. Il met en balance : le passif de l'Ouest : formation de la République fédérale allemande et son intégration dans l'O.T.A.N. et le passif de l'Est : le blocus de Berlin et l'élévation du mur de la honte. Ce démocrate et socialiste juge négligeables le droit du peuple allemand à disposer librement de lui-même, et le sort de la classe ouvrière allemande. Ces facteurs ne figurent pas dans les équations d'un polytechnicien...

parti démocrate et de l'administration Kennedy. Son explication de la rupture avec Castro, même si on ne la croit pas exacte, nous permet d'apprécier les idées qui orientent la propagande officielle.

En fin de compte, tout le débat tient dans ce dilemme.

Castro s'est-il allié à l'U.R.S.S. à cause de l'hostilité des Etats-Unis? Ou cette hostilité est-elle fonction de l'alliance soviéto-cubaine?

Nous avons déjà proposé quelques éléments d'appréciation que l'on n'a guère discutés. Rappelons que Fidel Castro, dès son accession au pouvoir, a repris à son compte la plupart des slogans de la propagande soviétique. Ici même Guilloire signalait sa curieuse interprétation de la contre-révolution espagnole — et nous l'avons entendu à la Télévision accuser Adenauer de prolonger Hitler.

En quoi l'hostilité des capitalistes américains pouvait-elle justifier une prise de position aussi brutale?

Pourquoi ne pas s'en tenir à de très simples réalités économiques? Presque tous les pays de l'Amérique latine — et c'est une des causes de leur misère — ne peuvent acheter les produits industriels qui leur sont indispensables, qu'en vendant des matières premières, chacun tenant sa seule richesse d'une seule monnaie d'échange. Le pétrole du Venezuela et le sucre de Cuba représentaient en 1958 de 85 à 90 % des exportations de ces deux pays. Sans doute, ces opérations rapportaient-elles de gros profits à des sociétés capitalistes. Mais elles assuraient aussi — comme en certains pays arabes du Moyen-Orient — l'existence de chaque Etat et une vie — médiocre ou misérable — à chaque peuple.

Il faut donc que l'on puisse vendre le pétrole vénézuélien et le sucre cubain. Fidel Castro décide de substituer le pétrole russe au pétrole du Venezuela. (Sans doute la concurrence jouait-elle quant aux prix en faveur de celui-là. Mais alors que l'on veut stabiliser à des niveaux rémunérateurs les cours des matières premières, afin de ne pas aggraver la misère des pays sous-développés, l'argument n'est guère valable.) Les raffineries installées en territoire cubain, appartenant à des sociétés étrangères ne peuvent ou ne veulent raffiner du pétrole russe.

On dit que la réforme agraire en cours de réalisation aurait provoqué la pression économique des Etats-Unis sur Cuba. Là encore, il faut distinguer.

Les propriétaires yankees d'immenses domaines cubains étaient certainement peu disposés à abandonner leurs privilèges. Mais leur pression aurait-elle été suffisante pour forcer le gouvernement de Washington à intervenir en leur faveur, alors que déjà sous Eisenhower, et plus encore sous Kennedy, l'administration américaine semble décidée à imposer la réforme agraire dans tous les pays du continent américain qui réclament l'aide financière et économique des Etats-Unis.

C'est seulement à la fin de juin 1960 que le Congrès américain accorda au Président le droit de fixer le tonnage de sucre cubain acheté à un cours bien supérieur aux prix mondiaux.

Fidel Castro répliqua par la saisie de raffineries de pétrole américaines et anglaises. C'est alors qu'Eisenhower suspend totalement les achats de sucre cubain. (4)

(4) Tout le monde parle du blocus de Cuba. Et on croit que l'île subit le sort de l'Allemagne de 1914-1918, de l'Europe continentale de 1940 à 1944. C'est tout de même abuser dans la déformation polémique. Fidel Castro ayant accordé la priorité à

L'U.R.S.S. a-t-elle pris à ce moment seulement la place des Etats-Unis? Oui, pour le sucre. Mais déjà en février 1960, un accord soviéto-cubain était signé. Et il était stipulé que 20 % des marchandises importées de Cuba seraient payées en dollars, le reste en produits soviétiques. En 1960, le commerce de l'U.R.S.S. avec Cuba n'atteignait pas 100 millions de dollars, il montera à 750 millions en 1962.

Ajoutons l'information tirée d'une étude de Jorge Freyre, dirigeant de la Banque nationale de Cuba au début de la révolution — reproduite dans la dernière brochure de la Commission internationale (Cf. R.P. d'avril 1962): « En décembre 1960, on transféra 25.272.000 dollars appartenant à la Banque nationale de Cuba à la succursale de la Banque d'Etat de l'Union Soviétique établie à Londres. »

L'ECHEC DU CASTRISME

Tout cela permet d'incriminer Fidel Castro d'avoir prémédité, dès 1959, une alliance avec l'U.R.S.S. qui devait aboutir à la mise en tutelle de Cuba. L'a-t-il voulu? A-t-il cherché un moyen de pression sur les Etats-Unis? A-t-il sacrifié les intérêts cubains à sa volonté de garder le pouvoir, par tous les moyens? On peut en discuter. Ce qui nous apparaît clairement, c'est que l'alliance avec l'U.R.S.S. apparaissait à Fidel Castro comme une nécessité révolutionnaire, la seule peut-être à laquelle il se soit soumis.

Car rien ne prouve — sinon un parti pris systématique — que les mesures de réforme agraire et de la nationalisation aient déterminé l'opposition irréductible des Etats-Unis. On cite l'affaire du Guatemala... Pourquoi ne pas évoquer l'exemple de Franklin Roosevelt signant un traité économique avec le Mexique qui avait nationalisé ses exploitations pétrolières.

Mais si l'on admettait la culpabilité des Etats-Unis, faudrait-il pour cela s'engager derrière Fidel Castro, en qualifiant sa dictature de socialiste?

On veut ignorer les informations publiées sous la responsabilité des libertaires cubains en exil.

La terreur accompagne fatalement, dit-on, toute révolution et l'on ne se pose même pas la question — cependant essentielle — de savoir contre qui actuellement s'exerce cette terreur.

On voudrait, malgré les expériences vécues, confondre l'étatisme et la socialisation, (5) et si l'on apprend que les travailleurs des raffi-

l'U.R.S.S. pour ses relations extérieures, les Etats-Unis ont rompu les relations commerciales. Mais rien n'empêche les Etats alliés de commercer avec Cuba, comme d'ailleurs avec les pays de l'Est européen... et même avec la Chine. Il faut tout de même avoir un certain culot pour couvrir d'injures les ignobles impérialistes américains et réclamer ensuite leur aide. « C'est un peu, disait Stevenson, comme ce parricide que l'on plaignait parce qu'orphelin... »

Quant à l'embargo sur les armes offensives, il ne se confond nullement avec le blocus. Et lors de conflits localisés, on invitait formellement les grandes puissances à interdire le transport d'armes.

Reste le débarquement à Cuba. On suppose qu'il était préparé, sans autre preuve que des déclarations électorales de républicains ou même de démocrates. Et comme il n'aura pas lieu on aura une occasion nouvelle de louer Khrouchtchev.

(5) A ce propos, il faut lire, dans ce numéro, l'article du camarade uruguayen Riera sur l'expérience d'une coopérative dans son pays, expérience qui a rencontré une vive opposition de la part de théoriciens « révolutionnaires » pour qui seule compte la conquête du pouvoir politique.

neries nationalisées ont perdu tous les avantages conquis par leur action syndicale, on s'en tire par le fameux alibi des sacrifices nécessaires, de la fin justifiant les moyens.

Mais il est un domaine où l'expérience castriste devrait se justifier par ses résultats. C'est l'agriculture. On sait aujourd'hui que la réforme agraire n'a abouti qu'à une étatisation totale et que Cuba souffre actuellement d'une pénurie alimentaire sans précédent.

Les révolutionnaires, avec raison, dénonçaient la « monoculture » imposée par les exploiters « colonialistes ».

Il fallait libérer Cuba de l'emprise du sucre. Or, pour payer les achats à l'Empire soviétique, on en revient aujourd'hui à subordonner toute l'activité du pays à la campagne sucrière qui, cette année, aura duré 150 jours au lieu de 90 en temps normal. Et cependant, la sécheresse, la négligence, les sabotages ont fortement compromis la récolte, cependant que les usines de raffinerie ralentissent leur activité (de 23 % inférieure aux normes fixées) et que le secteur sucrier semble quelque peu désorganisé. (6)

DES QUESTIONS QUI APPELLENT DES REPONSES PRECISES

Il est vrai que le castrisme s'offre encore comme article d'exportation dans tous les pays sous-développés d'Amérique latine. La Havane demeure un centre actif de propagande, même une base de départ pour commandos putschistes (il y eut dans l'été de 1960, une tentative de ce genre à Haïti).

On lui attribue la vertu d'un ferment révolutionnaire animant les masses populaires et déterminant la transformation des régimes politiques et économiques. C'est le contraire qui est vrai.

La peur du castrisme, surtout la panique provoquée par l'intervention soviétique sur le continent ont renforcé les dictateurs réactionnaires et paralysé les efforts — encore insuffisants — de l'Alliance pour le Progrès. Même si le castrisme est aujourd'hui en nette régression, il demeure assez virulent pour renforcer des mesures de sécurité, qui favorisent les survivances nationalistes et découragent les libéraux.

Mais enfin, ne peut-on se féliciter d'un affaiblissement des communistes et d'un refroidissement de l'amitié soviétique ?

Il est possible que Fidel Castro change radicalement l'orientation de sa politique extérieure, à la suite de son lâchage par Khrouchtchev. Il n'est guère surprenant que le chef soviétique aisse à l'égard de son vassal avec la même désinvolture que Staline sacrifiant, autrefois, les communistes chinois ou grecs, aux impératifs de sa politique internationale.

Nous aurons à en reparler. D'ailleurs, nous n'avons jamais prétendu que Fidel Castro était communiste. Son verbe abondant a ramassé la terminologie des doctrinaires moscovites, sans que son esprit ait digéré les plus élémentaires notions marxistes. Sa querelle avec les ex-staliniens de Cuba ressemblait plus à une rivalité de clans qu'à un débat idéologique. Quelqu'un a vu dans sa diatribe contre le leader communiste Escalante, aujourd'hui réfugié à Prague,

(6) On peut citer comme références Preuves (novembre 1962, article de Philippe Decraene), les bulletins de la Commission Internationale de Liaison Ouvrière, les Cahiers du Socialisme Libertaire. Dans ses Lettres mensuelles, Guy Vinatrel, que ses tendances actuelles écartent rapidement de nos positions, cite un document qui nous paraît authentique sur la situation des ouvriers des raffineries nationalisées.

un prolongement de la lutte de Khrouchtchev contre « l'anti-parti ».

Charbit, dans l'Avenir (hebdomadaire socialiste de Toulouse) écrivait sans émotion (3-3-62) : « Après avoir joué l'apprenti-sorcier, Castro sera-t-il un nouveau Tito, un Gomulka ou un Nagy ? »

La question reste posée. Mais ce sont d'autres questions que nous posons à nos amis :

« Castro en s'affirmant, dès 1959, l'ennemi des Etats-Unis et l'allié de l'U.R.S.S., n'a-t-il pas compromis toutes les chances d'une révolution socialiste à Cuba ? »

« Si on doit soutenir Castro parce qu'il se prétend socialiste, quels sont les critères qui vous permettent de consacrer ce titre de noblesse ? »

« Pourquoi ne pas accorder au peuple cubain le droit d'autodétermination libre que nous réclamons pour tous les peuples ex-colonisés ? »

« Peut-on confondre l'étatisme avec le socialisme, et peut-on concevoir un régime socialiste dans lequel les syndicalistes, les libertaires, les socialistes... même les communistes authentiques n'échappent à la prison et à la mort que par le silence, l'abdication ou la fuite ? »

Il est vrai que dans « Programme communiste », organe des communistes les plus intransigeants, on affirme péremptoirement : « Les marxistes sont pour la démocratie syndicale, chaque fois qu'elle peut permettre à l'impulsion la plus radicale et la plus prolétarienne (sic !) de se développer, ils ont le mépris le plus absolu de ses règles chaque fois qu'elle sert aux catégories privilégiées et qu'elle permet aux fonctionnaires syndicaux de noyer les poussées revendicatives dans la collaboration de classe. »

Etant bien entendu qu'il suffit d'échapper au dogme marxiste pour être classé parmi les privilégiés ou les fromagistes, on voit à quelles conditions reste soumise la démocratie syndicale, c'est-à-dire, en fait la démocratie ouvrière.

Voilà qui justifierait Castro, si l'on pouvait démontrer l'authenticité et la pureté de son marxisme.

Roger HAGNAUER.

Après la réhabilitation de Boukharine

La Commission pour la Vérité sur les Crimes de Staline communique :

« Après la réhabilitation de Boukharine et Raké, aucun attermoisement ne peut plus retarder durablement la réhabilitation des anciens compagnons de Lénine et de Léon Trotsky. La révision des procès de Moscou est, elle-même, liée à la reconnaissance des crimes du stalinisme contre les ouvriers et les paysans russes.

« Les révisions nécessaires devront maintenant s'accomplir — non plus au travers des communiqués sibyllins — mais au grand jour de l'opinion publique avec les explications, les précisions et les mises en cause nécessaires. La Commission constate que le gouvernement de Moscou n'a pas répondu à ses questions sur le sort de Christian Rakovski et sur l'assassinat du fils de Léon Trotsky. Elle poursuivra son activité jusqu'à ce que la lumière soit entièrement faite sur les crimes de Staline comme sur les responsabilités de ses « héritiers » et de ses complices en Russie et dans le monde. »

Théo BERNARD, Michel COLLINET, Julian GORKIN, Alfred ROSMER, Gérard JAQUET, Maurice NADEAU, Pierre NAVILLE, Gérard ROSENTHAL, David ROUSSET, Ma-nès SPERBER.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

Pour un camarade qu'un accident de santé a momentanément éloigné de la rédaction, il est réconfortant de voir que son absence suscite des concours qui font beaucoup mieux que le remplacer. Nos amis de la Loire avaient depuis longtemps l'intention d'apporter une collaboration plus active à cette revue à laquelle ils sont attachés. Ils l'ont fait collectivement à un moment où le rédacteur habituel de cette chronique était involontairement défaillant. Mais ils persévèrent maintenant que celui-ci recommande un peu à lire et écrire. Leurs articles et leurs notes lui permettront de limiter encore sa participation. Ils montreront surtout que cette rubrique est vivante, qu'elle traduit une présence réelle dans le mouvement syndical ouvrier. Ils prouveront aussi la vitalité de notre « union des syndicalistes ». Celle-ci a certes encore besoin de se développer en précisant mieux son orientation. Mais celle-ci ne ressort-elle pas suffisamment du contenu même de cette revue et de la dénomination de notre « union » qui entend grouper des « syndicalistes » sans qu'il soit nécessaire de les qualifier autrement ?

UNE MINORITÉ A « FORCE OUVRIÈRE »

Dans une récente conférence de presse, des militants de « Force Ouvrière » ont annoncé la constitution d'une minorité. Celle-ci a son organe qui s'appelle « Le militant ». Parmi les camarades qui l'animent, nous relevons les noms de : Adenis, Blondel, Capocci, Chirac, Gillet, Joyeux, Laik, Paillouet, Payement, Renard, Rino, Toullec, Touroude. Nous reconnaissons au passage quelques-uns de nos lecteurs, abonnés et amis.

Ces militants assurent de leur attachement à la centrale « Force Ouvrière » dont ils veulent seulement « stimuler l'appareil ». Il est inutile de dire que nous lirons leur bulletin et que nous suivrons leurs efforts. Nous espérons qu'ils tiendront à demeurer sur le plan syndicaliste et que, notamment, ils mettront toujours en avant l'indépendance du syndicalisme, principe plus que jamais d'actualité, et le contenu vivant de la Charte d'Amiens qui, loin d'être « dépassée », a repris une vigueur nouvelle.

DANS « L'ECOLE EMANCIPÉE » UNE ETUDE INTERESSANTE SUR LES SALAIRES

Dans le numéro du 7 novembre de « L'Ecole Emancipée », le camarade Desachy publie une étude très intéressante sur le problème général des salaires. Ce travail mérite un examen plus long que celui que nous lui consacrons aujourd'hui. Desachy mène le combat — comme nous l'avons fait ici même à maintes reprises — contre la tendance encore dominante à la hiérarchisation et la super-hiérarchisation. Il conclut à la nécessité d'une augmentation uniforme dans la fonction publique.

Son étude devrait provoquer, en plusieurs de ses points, une discussion utile. Pour aujourd'hui, retenons-en seulement deux, nous réservant de revenir sur les autres.

Desachy écrit : « Si l'on se penche sur le salaire le plus bas (S.M.I.G.) on observe une progres-

sion de 30 % de 1956 à 1961. Mais, comme les prix ont augmenté de 40 % durant cette période, il y a bien paupérisation absolue des salariés les moins payés ». Si les deux pourcentages mis en comparaison sont acceptables et acceptés, il en ressort évidemment un appauvrissement réel des travailleurs « au bas de l'échelle » en 1961 et par rapport à 1956. Il ne faudrait pas surtout en tirer une conclusion élargie à un autre intervalle de temps (Desachy d'ailleurs ne le fait pas). Pour conclure à la « paupérisation absolue » et continue de cette partie la moins favorisée du prolétariat, il faudrait comparer son niveau de vie actuel avec celui qu'elle avait, par exemple, quand il n'y avait pas de S.M.I.G. (salaire minimum interprofessionnel garanti), c'est-à-dire quand l'exploitation capitaliste s'exerçait « librement ».

On lit plus loin : « Pendant que le pouvoir d'achat des travailleurs croissait de 7,1 % de 1956 à 1962, le produit national croissait de 22 %. Quand la richesse nationale augmente, le pouvoir d'achat du salarié augmente trois fois moins vite. Ce qui signifie que les bénéfices capitalistes prennent l'ascenseur pendant que les salaires prennent l'escalier ». Puisque l'étude de Desachy s'intitule « La leçon des chiffres », il vaut mieux que la leçon soit exactement tirée. Il est probable que la dernière phrase citée traduit la réalité. Mais, pour en être convaincu, il faudrait comparer progression des salaires et progression simultanée des bénéfices (cela ne suffirait d'ailleurs pas à évaluer l'exploitation du travail ; il faudrait aussi considérer le profit qui est tout autre chose que le bénéfice). Mais, même dans un régime sans capitalistes privés, même dans un régime socialiste (et aussi dans un éventuel régime syndicaliste), ce n'est pas parce que le produit national — seule source de revenu — augmente de 20 % que les salaires doivent en faire autant. Prenons un exemple : si nous voulons construire une école, ou une université nouvelle, ou une usine nouvelle, sur quoi prendrons-nous de quoi le faire ? Sur le produit national. Dans une situation donnée, si nous avons besoin de beaucoup d'écoles ou de beaucoup d'usines nouvelles, ou des deux à la fois, nous pouvons décider de donner à cette part réservée du revenu national un taux d'augmentation plus grand que celui que nous accordons aux salaires. C'est le problème des investissements que connaissent non seulement les patrons, mais les faiseurs de plans, et les membres d'une coopérative ouvrière de production. Bien entendu, au lieu de construire des écoles, on peut aussi fabriquer une fusée, ou un avion de combat, ou un sous-marin. Et voilà qu'apparaît aussitôt la question des investissements « utiles », et des autres. Le problème des salaires n'est pas tout. Il y a aussi celui — qui lui est lié — de la sélection des investissements et du contrôle ouvrier des investissements, à tous les niveaux.

J'ai tenu à dire cela, non pour diminuer en quoi que ce soit la valeur du travail de Desachy, mais pour montrer au contraire tout l'intérêt qu'il présente. On ne peut poser, en général et à fond, le problème de la rémunération du travail sans que soit soulevée aussitôt toute la question de l'organisation sociale. Ce n'est pas à Desachy qu'il faut apprendre cela. J'espère que son étude, écrite à l'occasion du congrès de la Fédération de l'Education Nationale, suscitera bien d'autres réflexions.

SERVICE MILITAIRE

Il y a déjà pas mal de temps, nous avons parlé ici même de la suppression du service militaire obligatoire. Quel est le premier parti français, écrivions-nous, qui inscrira cette revendication dans son programme ? Nous ne sachons pas qu'à l'occasion des élections actuelles, un parti quelconque l'ait mise en avant. Mais la réforme du service militaire est déjà posée devant l'opinion publique. La révélation des traitements honteux subis, à Toulouse, par des jeunes recrues, a fait mieux comprendre la nécessité et l'urgence de cette réforme. Nous avons dit : suppression ; on nous répond : réforme. C'est ainsi que les mouvements irréversibles s'amorcent et s'accroissent.

Au mois d'août dernier, « Syndicalisme », l'organe national de la C.F.T.C., a consacré plusieurs

articles à cette réforme. Il préconise la création « d'un service civil baptisé service national du travail et de la communauté (S.N.T.C.) ». On y lit des formules aussi insolites et audacieuses que : « comités d'entreprise dans l'armée » et « instauration d'un syndicalisme sous les drapeaux ». Le rédacteur spécialisé du journal « Le Monde » vient aussi d'écrire un long et intéressant article sur la réforme nécessaire du service militaire.

Ne serait-ce pas le moment, pour les organisations syndicales ouvrières, d'étudier la question de leur point de vue ? Elles renoueraient ainsi la vieille tradition de solidarité avec le jeune travailleur astreint au service obligatoire. Et puis, cette question est liée à bien des considérations économiques, sociales et humaines qui concernent au premier chef les syndicats ouvriers.

R. G.

LA VOIX DES SYNDICALISTES DE LA LOIRE

BUDGET ET ELECTORALISME

Si des actes sont propres à la V^e République, il en est qui le sont à tous les « systèmes ». C'est de cela dont il nous faut dire deux mots ; trois probablement.

D'abord, le budget de la nation : il se présente, en gros, sans impôts nouveaux pour 1963 et le fait doit être souligné. Nous savons, les charges militaires devraient en principe être moindres du fait de la fin du conflit algérien. En réalité, ce n'est pas exact. Pierrelatte, modernisation de l'armée, aide prévisible à l'Algérie et à l'Afrique, réfugiés, doivent assez largement grever les chatres charges.

Si à cela nous ajoutons ces choses qui paraissent il y a quelques mois inaccessibles : majoration des allocations familiales, réduction des zones de salaires, revalorisation des S.M.I.G. et S.M.A.G. en dehors des critères habituels, revalorisation unilatérale du traitement des fonctionnaires, il est d'évidence que le chapitre charges sera encore augmenté.

Où trouvera-t-on le financement ? dans l'impôt, bien sûr, pour une large part si l'on ne veut pas réduire des investissements publics qui s'imposent.

Alors... la note, c'est pour quand ? Sans être grands stratèges, nous pouvons sans peine prévoir que, le référendum et les élections passés, elle ne tardera point.

Comment alors prendre au sérieux la condamnation du système ancien ! L'électoralisme est de tous les régimes et politiciens de profession ou d'occasion usent des mêmes armes.

LES PARTIS

On en mange et souvent à raison. Une observation s'impose cependant : ce sont ceux des autres qui font tout le mal. Notons que celui qui a voulu les occire, au cours des dix-sept dernières années, n'a pas formé de parti mais a soutenu directement ou indirectement un certain nombre de rassemblements : R.P.F., Républicains sociaux, U.N.R., et maintenant l'Association pour la V^e République, qui, bien sûr, n'ont jamais contribué « au malheur de la France ».

Et personne de ne rien voir.

Nous aimerions que, dans cette revue, il soit aidé à la désintoxication qui, trop facilement, fait confondre les partis et les hommes.

Pour notre part, nous croyons à la nécessité des partis comme moyen d'expression politique des citoyens. Et s'il est vrai que les partis doivent se reconverter, il est non moins vrai que les citoyens doivent apprendre leur rôle s'ils veulent continuer à vivre libres.

Le débat est ouvert.

RENDEZ-VOUS D'AUTOMNE

Nous avons pour notre part demandé aux travailleurs de provoquer sur les lieux du travail les rendez-vous qui s'imposaient.

Des retards s'étaient accumulés. Des compensations de hausses étaient dues.

Pompidou était au rendez-vous avant eux et distribuait, pas assez c'est vrai, mais distribuait malgré tout.

Il serait intéressant d'analyser, en particulier pour le secteur privé, les raisons d'une absence de combativité quasi générale. Pour notre part, nous comprenons mal qu'en période de plein emploi il n'y ait pas eu davantage de réactions. Réjouissons-nous cependant que le rendez-vous autour d'un tapis vert destiné à définir une politique de répartition du revenu national en soit resté au stade des intentions. Disons, à ce propos, objectivement, que Force Ouvrière peut inscrire ce succès à son actif.

SECURITÉ SOCIALE

Nivellement par le bas

Un acte important consistant à soustraire plus de 100 milliards aux caisses de Sécurité sociale de l'industrie et du commerce au profit des régimes agricoles se prépare. Il risque d'avoir lieu au moment où les prestations sont insuffisantes et le financement précaire dans les caisses nommées en premier.

C'est grave. Et il convient de veiller à ce que la « planification », système très à la mode, ne corresponde pas à un nivellement par le bas.

En tout cas, c'est sûrement le désir des techniciens auteurs du projet et certainement à inscrire dans le cadre de la politique du revenu.

Lorsqu'on est battu sur le terrain du salaire direct, il reste encore celui du salaire différé. Il suffisait d'y songer.

FORCE OUVRIERE DEVRAIT ETRE A L'AVANT-GARDE

Eh oui, il faut le constater, c'est dans le domaine de la Sécurité sociale où, franchissant le cadre étroit de l'hexagone, cette centrale se tourne délibérément vers l'Europe et définit ses options en fonction de l'application qu'on doit faire du traité de Rome en la matière.

Le fait méritait citation et il devrait prendre valeur d'exemple. L'Europe, c'est demain et nous devons faire qu'elle se construise au bénéfice des salariés.

Mais la vie, c'est tous les jours et c'est tous les jours qu'on juge F.O. Elle doit y songer et par tout montrer autant d'audace et de réalisme. C'est seulement ce qui lui manque. L'aurait-elle compris ?

LE S.N.I. DE LA LOIRE ET LA LAICITÉ

Je savais déjà que le jugement à porter sur la répression de la révolte hongroise était une « affaire de conscience » et qu'il convenait de se montrer extrêmement prudent dans la condamnation qu'on pouvait porter à son endroit.

Aujourd'hui, j'apprends que la laïcité ne saurait, entre autres, être défendue valablement qu'avec la C.G.T. et le P.C. F.O. est suspecte.

Par ma plume, Force Ouvrière rappelle au S.N.I., du moins aux majorités qui se dégagent actuellement de ses instances, qu'aux yeux de la C.G.T. et du P.C. l'Ecole publique était, il n'y a pas si longtemps, l'école de la bourgeoisie.

Elle souligne, pour les mêmes, que la laïcité et l'Ecole laïque seraient rayées du vocabulaire si demain leurs alliés d'aujourd'hui arrivaient au pouvoir.

Ne sont pas laïques et syndicalistes ceux qui le voudraient, mais seulement ceux qui le portent au fond d'eux-mêmes, et ce ne doit pas être le cas de nos détracteurs actuels.

J. SOFFIETTO.

★★

APRES LE CONGRES DE LA FEDERATION F.O. DU TEXTILE

L'industrie du textile français représente 4,5 % de la consommation textile mondiale, 18 % de l'organisation de coopération et de développement économique (y compris l'Angleterre) ; 30 % de celle des six pays du Marché commun.

Elle occupe 481.900 personnes réparties dans 7.000 entreprises. 72 % des 750.000 tonnes de matières premières qu'elle consomme sont importées.

La valeur de la production s'élève à plus de 1.500 milliards d'anciens francs, dont 280 milliards exportés à l'étranger et 109 milliards vers les anciennes colonies d'outre-mer (en 1960) ; elle représente 10 % de la production du pays.

Le taux annuel d'expansion de cette industrie est de 4 % (6 % pour l'ensemble).

Mais c'est une expansion qui ne s'effectue pas sans douleur. De 1951 à 1961 par exemple, la production a augmenté : de 263.000 tonnes à 303.000 tonnes dans la filature et de 206.000 tonnes à près de 240.000 tonnes dans le tissage, mais les effectifs du personnel ont été réduits de 73.000 à 44.000 dans la filature et de 88.000 à 63.000 dans le tissage. De 1951 à 1960, en dix ans, l'industrie textile française a vu fermer 4.100 entreprises d'importance très différente, tandis que plus de 120.000 salariés perdaient leur emploi.

C'est la rançon du progrès technique.

Et pourtant c'est la première industrie qui, malgré ses difficultés, a donné en 1953 la première retraite complémentaire à ses vieux travailleurs. Elle a également fait bénéficier de cette retraite les travailleurs de Castres, Mazamet et Roanne. En novembre de la même année, un nouvel accord entre représentants ouvriers et patronaux définissait une grandeur mesurable du salaire moyen de chaque entreprise qui permet un contrôle efficace des accords de salaires et des améliorations sensibles. De 1951 à fin 1961, le pouvoir d'achat des salaires a tout de même augmenté de 33 %.

Tous ces renseignements sont extraits du remarquable rapport du secrétaire fédéral (F.O.) Mercier, qui est l'artisan principal de ces réalisations, car son action, déjà difficile dans l'industrie textile, a souvent été contrariée par les atermoiements ou revirements de la C.F.T.C. ou par l'hostilité de la C.G.T.

C'est du réformisme, bien sûr, mais un réformisme qui a apporté des résultats dans une corporation faiblement organisée et peu combative. Les défaillances, dans le domaine de l'action ont pu en partie être compensées par l'intervention tenace d'une équipe de militants de valeur, connaissant parfaitement les conditions de production, la situation des entreprises et de l'ensemble de l'industrie.

L'EVOLUTION DU POUVOIR D'ACHAT

« Textiles naturels »

(Base 100, application de la convention collective, 1-2-51.)

Conv. collect.	Salaires réels	Evolution des salaires réels	Coût de la vie (213-250 art.)	Variations du pouv. d'ach. (en %)
(1-2-51)...	98	100	100	
Déc. 1951...	120	122,5	115,5	+ 6
Déc. 1953...	131	133,5	129	+ 2,8
Mars 1954...	133,75	136,5	130,5	+ 1,2
Janv. 1955...	138,70	141,5	132	+ 1,3
Nov. 1955...	150,50	153,5	132,8	+ 8
Nov. 1956...	158,75	162	134,5	+ 4,5
Sept. 1957...	171,30	175	140	+ 4
Avril 1958...	185	189	158	+ 4,5
Juin 1959...	198	202	167	+ 1,2
Oct. 1960...	219,50	224	176,2	+ 4,5
Juin 1961...	231,50	236,5	176,5	+ 5,5
Janvier 1962...	241,50	246,5	185,5	+ 0,8

De 1951 à fin 1961, les salaires réels ont ainsi été multipliés par 2,46 alors que l'indice officiel était à 1,85, ce qui fait ressortir une augmentation du pouvoir d'achat de 33 %.

Ce tableau, donné par Mercier dans son rapport, n'a évidemment qu'une valeur indicative, puisque l'indice du coût de la vie exprime mal l'évolution réelle du coût de la vie. Mais il serait souhaitable qu'il en soit donné un semblable dans les autres corporations. Ça existe peut-être. Dans ce cas, nous serions heureux d'en prendre connaissance.

DES FRANÇAIS SONT ENCORE MAL LOGÉS

En 1961, environ 60 % des logements dataient encore d'avant 1914 ; 27 % dataient même d'avant 1870. Ne soyons donc pas étonnés de constater que 16,5 % des logements n'ont pas d'eau, 15,7 % et 32,9 % seulement ont l'eau et des W.-C.

Et un logement sur six est surpeuplé, le plus grand surpeuplement étant constaté dans les vieux logements (un sur quatre dans la région parisienne).

Il y a donc du travail en perspective pour le bâtiment. Et les entreprises de maçonnerie peuvent encore embaucher de la main-d'œuvre car leur outillage n'est pas employé à plein rendement. Mais les jeunes Français ne sont pas attirés par le bâtiment. Les Italiens viennent moins nombreux, préférant la Suisse et l'Allemagne où les salaires sont plus élevés. Les Algériens entrent pour 70.000 à 80.000 sur les 550.000 salariés du bâtiment et des travaux publics (dont 100.000 pour ces derniers). Les Espagnols entrent plus nombreux, puis les Portugais, les Marocains. Alors qu'il faudrait annuellement recruter 16.000 aides et compagnons, il ne s'en présente qu'une dizaine de mille, provenant en partie des centres d'apprentissage et de l'école des métiers de Felletin (Creuse).

L'industrie du bâtiment comprend 82.000 entreprises dont la moitié n'occupent pas de main-d'œuvre en permanence.

30.000 occupent moins de 10 ouvriers.

3.800 occupent de 11 à 20 ouvriers.

3.200 occupent de 21 à 50 ouvriers.

1.100 occupent de 51 à 100 ouvriers.

1.000 occupent plus de 1.000 ouvriers.

Il y a 65.000 artisans occupant moins de cinq ouvriers.

LE RYTHME DE L'EXPANSION EN 1961

Il a été de 9,8 % en Italie, de 6,1 % en Allemagne fédérale, 5,3 % en France, 5,1 % en Suède, 4,6 % en Belgique, 3,8 % au Canada et seulement de 1,3 % aux Pays-Bas, 0,8 % aux U.S.A. et 0,7 % dans le Royaume-Uni.

Notes d'Economie et de Politique

LE DROIT DE LA JUNGLE

Deux enseignements, qui sont la confirmation de deux vérités générales, sont à tirer de l'affaire de Cuba.

Le premier est que, en dépit de l'existence de l'O.N.U., du tribunal de La Haye, et de multiples organisations internationales où l'on affirme l'égalité de droits entre toutes les nations, grandes ou petites, cette égalité de droits n'a jamais été refusée aussi ostensiblement, aussi catégoriquement qu'elle vient de l'être par l'Amérique, et — ce qui est plus grave — sans que cela ait soulevé la moindre protestation de quiconque détient une parcelle de pouvoir. Tous les Etats, y compris les plus petits, semblent avoir trouvé naturel qu'un grand Etat dénie à un petit Etat les droits que lui-même s'arroge.

Les Etats-Unis, grand Etat, possèdent sur leur territoire, qui est exactement aussi près de Cuba que Cuba est près des Etats-Unis, un arsenal formidable de fusées atomiques, capables de détruire intégralement l'île cubaine en moins de temps qu'il ne le faut pour le dire, et cependant les Etats-Unis considèrent comme inacceptable que Cuba, elle, possède la moindre rampe de lancement de fusées !

De même, les Etats-Unis disposent de centaines de bombardiers capables d'inonder Cuba de bombes atomiques, mais ils refusent à leur voisin le droit de posséder, même un seul, de pareils bombardiers !

Enfin, en interdisant l'installation de fusées russes à Cuba, l'Amérique dénie à la Russie un droit qu'elle s'est attribué à elle-même le jour où elle a installé en Turquie ses propres fusées à des distances de la frontière russe qui n'excèdent certainement pas celles qui séparaient les fusées cubaines des côtes américaines.

C'est donc pour empêcher les autres de faire ce qu'il fait lui-même que, violant sans pudeur le droit international maritime — sans que les puissances maritimes, elles aussi, aient protesté, Washington s'est octroyé le droit d'arrêter et d'inspecter en haute mer tous les navires qu'il lui plaît.

Ainsi, il n'y a aucun progrès — je dis bien : aucun — sur la voie de l'établissement d'un Droit international, au plein sens du mot. Car, qui dit Droit dit égalité de droits. Il ne peut exister de Droit entre les nations qu'à la condition que toutes les nations, grandes et petites, jouissent des mêmes droits. Lorsque, comme aujourd'hui, certains proclament, et les autres acceptent, que les droits d'une nation dépendent de sa force, que les forts peuvent tout se permettre et les faibles rien de ce que leur interdisent les forts, il n'y a pas de Droit possible, et, partant... pas de paix possible ! Pas de progrès sur le chemin de la paix du moment qu'il n'y en a point sur celui du Droit. Seul existe, aujourd'hui comme hier, le « droit de la jungle » ; la force demeure, aujourd'hui comme hier, le seul droit effectif.

Le second enseignement à tirer du blocus de Cuba consiste dans la confirmation des chiffres qui ont été donnés sur le nombre de fusées possédées par les deux grands adversaires, tout au moins, de ceux qui ont été publiés ces derniers mois.

On se rappelle, en effet, qu'il y a quelques

années, au lendemain du premier Spoutnik, les gens du Pentagone avaient fait des prévisions très pessimistes sur le nombre respectif des fusées qui seraient possédées par la Russie et les U.S.A. vers les années 61, 62 : 50 fusées intercontinentales américaines contre 1.500 russes. Mais ces chiffres ont été rectifiés en sens absoluement contraire au cours de cette année-ci : le Pentagone a d'abord fait savoir officieusement que le nombre de fusées intercontinentales possédées par les deux Grands était à peu près égal (une cinquantaine chacun), puis, tout récemment, le 9 novembre, il a fait connaître officiellement que l'Amérique disposait dès maintenant de 156 fusées opérationnelles d'une portée de 10.000 kilomètres ou moins (auxquelles il convient d'ajouter, car possédant une valeur militaire similaire, quelque 130 fusées Polaris embarquées sur sous-marins à propulsion atomique), cependant que les Russes, d'après le chroniqueur militaire anglais Liddel Hart et d'après l'Institut des études stratégiques de Londres, ne disposeraient, eux, que de 70 à 80 fusées intercontinentales (en ce qui concerne leurs fusées sur sous-marins, il semble bien qu'on n'ait aucun renseignement tant soit peu sûr).

Cette différence considérable dans le nombre des fusées intercontinentales des deux adversaires ne saurait être compensée ni par l'énorme supériorité russe dans le nombre des fusées à moyenne portée (700 russes contre 105 américaines), car, si ces 700 fusées peuvent entièrement détruire l'Europe, aucune d'elles ne peut atteindre l'Amérique — ni par la supériorité russe dans le poids des bombes, les fusées russes étant sensiblement plus puissantes que les américaines peuvent lancer de plus grosses bombes car le rayon d'action d'une bombe est loin de croître proportionnellement à sa puissance, et les bombes américaines sont déjà bien assez puissantes pour qu'une seule d'entre elles puisse détruire l'ensemble d'un objectif militaire si le tir est suffisamment précis.

Donc le rapport des forces nucléaires, ce qui revient à dire le rapport des forces tout court, est pour l'instant largement en faveur des Américains, d'où le recul précipité de Moscou, sitôt le blocus de Cuba devenu effectif.

Par contre, il est à présumer que la Russie ne restera pas sur cet échec, un échec qui annonce d'autres défaites bien plus graves encore si le rapport de forces présent n'est point rapidement et radicalement modifié. Il est donc à prévoir que Moscou va faire un effort considérable pour obtenir une production gigantesque de fusées intercontinentales, ou d'autres armes plus efficaces encore.

Ce qui pourra amener, si cet effort est couronné de succès, ou bien un nouveau Munich, mais un Munich où ce serait, cette fois, l'Amérique qui serait le perdant — ou bien, un conflit armé si les U.S.A. voulaient arrêter l'armement de la Russie avant qu'il ne soit trop tard, c'est-à-dire avant que le Kremlin ne soit en mesure d'imposer sa volonté à la Maison Blanche.

CESARISME ET CLERICALISME

L'un des enseignements que l'on peut tirer du récent referendum, enseignement qui, lui aussi, n'est que la confirmation d'une vérité déjà bien

connue, est que césarisme et cléricanisme vont de pair.

Il n'y avait qu'à regarder l'une de ces cartes qu'ont publiées les journaux, qui donnaient en couleurs différentes les départements à majorité de oui et ceux à majorité de non. Le Midi, peu religieux, païen, anticlérical, comprenait tous les départements où les non l'avaient emporté, tandis qu'en Alsace et en Lorraine, en Bretagne et en Normandie, pays ultra-cléricaux, les oui l'emportaient dans une mesure écrasante, et que dans le Nord flamand, presque aussi religieux, mais pas tout à fait autant, la majorité de oui était quelque peu faible, mais encore très substantielle.

Et cela est parfaitement logique.

Le cléricanisme et le césarisme sont fils, en effet, d'une même idéologie, ou plutôt, d'une même attitude à l'égard de la vie. Dans les deux cas on se soumet volontairement à une autorité extérieure. L'individu démissionne au profit d'un tiers. Il remet son destin entre les mains d'un maître. Maître temporel : César — ou bien maître extra-temporel : Dieu. Sa morale personnelle, sa façon de se conduire dans la vie, ce qu'il considère comme permis ou comme interdit, ce n'est pas sa raison qui les détermine, ni sa conscience qui en décide ; c'est ce que lui en dira son confesseur, ou, dans le meilleur des cas, les livres « saints ».

C'est pourquoi, tout pareillement, le même individu préfère ne pas avoir à décider, même indirectement, de la manière dont l'Etat doit être conduit : si telle réforme est à faire, si tel danger doit être évité ; il préfère s'en remettre pour cela, comme pour son comportement personnel, à autrui, à un être auquel il se contente de donner carte blanche.

C'est un des grands faits de l'histoire de France que la lutte pour la liberté politique et celle pour la liberté de conscience y ont été de pair. Republicanisme et anticléricalisme ont toujours été en France inséparables.

Et si l'on se reporte à l'histoire mondiale, on est amené à des constatations du même ordre. L'Occident, terre de la liberté politique, a été à tous ses grands moments, la terre des philosophes, et non celle des prêtres ; par contre, l'Orient, région d'élection du despotisme, est également la région d'élection de la religion. C'est en Orient que les religions sont nées, en Orient qu'elles ont foisonné ; c'est là que l'homme, avant d'appartenir à une nation, appartient à une religion ; et c'est là aussi que le souverain, tout puissant, est en même temps roi et pape, à moins qu'il ne soit seulement que l'instrument du prêtre, « interprète du dieu ».

Aussi, l'une des faiblesses de notre époque est que l'on a cru pouvoir dissocier ces deux luttes, pourtant inséparables : celle contre le pouvoir personnel et celle contre Dieu.

« PAUPERISATION » ET STATISTIQUES

J'ai cru souvent devoir mettre en garde nos camarades contre l'utilisation abusive des statistiques, ces ramassis de chiffres qui ont généralement juste autant de signification qu'en aurait une somme de haricots et de pommes de terre, et qui tiennent lieu aujourd'hui de science économique, ladite science s'étant, depuis Marx, montrée beaucoup trop dangereuse pour la bourgeoisie.

Un exemple de l'utilisation, disons quelque peu aveugle, des statistiques nous est fourni dans le dernier numéro de la « R.P. » par nos camarades de la Loire. Sous le titre de « Paupérisation croissante ? », le rédacteur de la note

insinue que l'exploitation du prolétariat est en voie de diminution, ou, pour être plus précis, que le taux de la plus-value baisse, autrement dit que la part des richesses produites par les salariés qui va non à eux, mais aux capitalistes qui les emploient diminue, autrement dit encore, que le salaire s'accroît aux dépens du profit.

Cette assertion se fonde sur ce que les statistiques indiqueraient que, de 1938 à 1955, « la part du revenu salarial global dans le revenu national est passée de 52 à 59 % ».

Or, comment notre camarade n'a-t-il pas vu que la première chose pour que son affirmation soit valable serait que la proportion des salariés par rapport à la population totale n'ait pas augmenté, ou n'ait augmenté que de peu, entre 1938 et 1955 ? Car si le nombre des ouvriers par rapport à la population s'est accru, la part de l'ensemble des salariés aura pu s'accroître sans que la part de chacun d'eux ait augmenté. Or, il n'y aurait diminution de la « paupérisation », diminution du taux de la plus-value, diminution de l'exploitation du salarié, que si la part d'un salarié, du salarié moyen, et non celle de la totalité des salariés s'était accrue. Si, dans une société, il n'y a qu'un salarié, sa part dans le revenu national est très petite, mais si, dans cette société, le nombre des salariés s'accroît jusqu'à atteindre un million par exemple, la part des salaires dans le revenu national se sera accrue considérablement, mais il ne s'en suivra pas que chaque salarié touchera plus que ce que toucherait l'unique salarié du début.

Or, il est bien probable, pour ne pas dire certain, que de 38 à 55, la proportion des salariés en France a augmenté ; il suffirait que cette proportion ait augmenté de 13,6 % pour que la part du salaire individuel moyen dans le revenu national soit demeurée la même, et si elle a augmenté de plus de 13,6 %, alors la statistique en question démontre exactement le contraire de ce qu'on voulait lui faire dire : elle montre que le salaire individuel moyen a baissé, que la « paupérisation » s'est accrue.

Donc, tant que des chiffres concernant le nombre des salariés en 38 et 55 n'auront pas été fournis, il est impossible de tirer la moindre conclusion de ceux qui nous sont donnés sur la part du revenu salarial global dans le revenu national.

Mais même si la proportion des salariés s'était accrue de moins que 13,6 % au cours des dix-sept années qui vont de 38 à 55, la question ne serait pas encore résolue.

On sait, en effet, que, depuis la guerre, tant pour des raisons fiscales que pour jouir des avantages de la Sécurité sociale, un nombre considérable de patrons, en fait la presque totalité des propriétaires de petites et moyennes entreprises, ont mis leur affaire en société (société à responsabilité limitée ou même société anonyme), société dont ils possèdent le contrôle absolu, mais dont, en droit, ils ne sont que les gérants ou les directeurs, ce qui fait donc d'eux, pour les statisticiens, de simples salariés dont les émoluments ne sont pas considérés comme des bénéfices, mais comme des salaires, des salaires qu'on fait naturellement entrer dans le « revenu salarial global », et qui le font monter d'autant plus qu'ils sont plus élevés.

Or, comme il s'agit là de faux salariés, leurs salaires sont de faux salaires qu'il faut défalquer du revenu salarial global si l'on veut voir seulement le revenu de vrais salariés, celui des

producteurs de plus-value, et non de ses bénéficiaires.

Et comme, je le répète, ce nombre de faux salariés a considérablement augmenté depuis 1938, il est certain que leur revenu entre pour une bonne part dans l'accroissement de la part du revenu salarial global, entre 38 et 55.

Enfin, il y a la question des « cadres », des cadres moyens et supérieurs, de tous ceux qui exercent une fonction quelconque d'autorité. Ceux-ci, évidemment, ne sont pas des patrons, mais ce sont des auxiliaires du patron, ce sont des bourgeois. Analyser la nature de leur salaire, ou mieux des différentes parties de leur salaire nous entraînerait trop loin, mais il est bien évident que si leur part dans le revenu national s'accroît, cela accroît d'autant la part du revenu salarial global, sans que cela augmente d'un sou ce qui revient au simple ouvrier, au pur travailleur, à celui qui ne remplit que des tâches productives, à l'exclusion de toute fonction d'autorité. Or, la proportion des cadres, elle aussi, a augmenté depuis 58.

On voit par ces quelques indications combien il est dangereux de se servir de statistiques sans se livrer préalablement à leur analyse détaillée.

Je sais bien qu'il y a dans le cas présent quelque chose qui excuse tout. Les « communistes » ont déclaré dans une quelconque de leurs récentes élucubrations que le prolétariat subissait une « paupérisation » croissante. Donc, puisque les communistes le disent, c'est évidemment faux, et pour démontrer que c'est faux tous les moyens sont bons. On prend les premiers chiffres venus qui semblent prouver le contraire, et on les sort triomphalement sans se donner la peine de les livrer à un examen critique. On prétend ainsi combattre le communisme, mais, au contraire, en fait, on fait par là son jeu.

EH BIEN NON !

CE N'ETAIT PAS UNE VICTOIRE !

J'avais eu tort, le mois dernier, de crier victoire parce que le gouvernement était revenu sur sa décision d'établir un indice du coût de la vie fantaisiste, car il ne revient pas sur ce qui était le but de ladite décision : avoir la possibilité de ne pas augmenter le S.M.I.G. lorsque le coût de la vie monte. L'indice des 179 articles continuera donc à être établi normalement, mais... on ne tiendra plus compte de lui pour fixer le S.M.I.G. !

C'est ce qui résulte d'une déclaration de Giscard faite le lendemain même du jour où avait été annoncé le maintien du mode de calcul de l'indice, déclaration selon laquelle le salaire minimum serait fixé désormais, non d'après les variations de l'indice des prix, mais d'après les variations du revenu de toutes les classes de la population. Ainsi, pour décider si le salaire du manoeuvre doit être augmenté du fait que le coût de la vie a monté, il faudra désormais tenir compte de la variation du revenu de M. de Rothschild !

Décision qui semble abracadabrante au premier abord, mais qui, à la réflexion, est tout à fait dans la logique du régime bourgeois : si les revenus de M. de Rothschild baissent il convient, en effet, que le salaire réel de l'ouvrier diminue afin de faire remonter les profits de M. de Rothschild et de ses semblables. Le travailleur peut toujours se serrer davantage la ceinture, tandis que le profit capitaliste, lui, doit demeurer intangible.

Il s'en suit que ce que la classe ouvrière française avait jadis considéré comme une importante victoire, le fait que sa fraction la plus défavorisée n'aurait plus besoin de constamment se battre pour faire monter ses salaires nominaux en même temps que le coût de la vie est complètement annulé.

Puisse cette leçon ne pas être perdue ! Puisse-t-elle montrer aux travailleurs la précarité de ces soi-disant réformes qu'on ne leur concède que lorsqu'ils montrent les dents avec trop d'insistance, mais qu'on s'empresse de supprimer, d'une manière ou d'une autre, dès qu'ils perdent de leur combativité.

R. LOUZON.

Parmi nos

LETTRES

De Gaulle et l'Etat

De Robert MEIGNIEZ (Paris) :

Ce mot pour donner à la « R.P. » mon avis sur l'article de Louzon, « La tâche historique de M. de Gaulle ».

A voir Louzon manier l'indignation et l'invective, je me suis demandé qui était violé : la Constitution... ou Louzon lui-même.

Il est très remarquable que cet article ne pose pas le problème en fonction de l'optique ouvrière, ou socialiste au sens large, ce que je ne me chargerai pas de faire ne m'estimant pas compétent. Mais je lis la « R.P. » pour trouver de telles études, quelles que soient leurs conclusions, et je suis en général satisfait de ce que j'y trouve, y compris souvent sous la plume de Louzon.

Ici, à lire cet article qui a été malencontreusement placé en tête de la revue, on a l'impression qu'il faut insulter de Gaulle parce qu'il... viole les constitutions et sape la confiance des citoyens dans les lois.

Je lis ça partout dans la presse des « démocrates » offusqués, y compris celle de l'O.A.S., et suis étonné que l'opposition de la « R.P. » ne se soit pas exprimée sur une autre plate-forme.

Quant aux arguments de l'article, ils me paraissent tout aussi peu maintenables dans l'essentiel. Que les Constitutions n'aient jamais été violées par leurs auteurs est une contre-vérité. Ou bien Staline n'est-il, dans l'esprit de Louzon, qu'un exemple négligeable à côté de celui de de Gaulle ? Si l'arbre de Gaulle empêche maintenant Louzon de voir la forêt totalitaire, je dirai que c'est grave. Il est tout aussi contestable que, comme le dit Louzon dans son habituel souci de mentor des grands de ce monde, de Gaulle sape ainsi les fondements du Pouvoir. Le pouvoir gaulliste ne cherche pas à se brancher sur le mythe du « Souverain législateur » mais sur celui du « Souverain magique », celui qui peut faire et défaire, lier et délier. Il y a là plus qu'une nuance, et qui date des mythologies indo-européennes. Dans un certain style de souveraineté, l'incertitude quant aux volontés du souverain renforce le Pouvoir.

Ma conclusion, c'est que la véhémence ne remplace pas l'analyse lucide qu'on était en droit d'attendre sous la plume de Louzon.

Notre camarade n'aime pas l'invective. Il lui déplaît qu'on appelle un chat un chat, et de Gaulle un « monstre de vanité ». Tant pis ! Pour moi, je pense que l'invective est nécessaire pour crever les idoles.

Par ailleurs, notre camarade est-il bien sûr que Staline ait violé sa constitution ? La constitution qu'il avait élaborée convenait parfaitement à un Etat totalitaire, et j'imagine qu'il n'a pas eu besoin de la violer pour pratiquer l'absolutisme que l'on sait.

Mais, venons-en à l'essentiel. Ce que j'ai essayé de mettre en lumière dans ma Note, comme dans pas mal d'autres et ce sur quoi j'aurai encore l'occasion de revenir, c'est la décomposition de l'Etat français — décomposition qui, certes, a commencé avant de Gaulle, mais que celui-ci a précipitée. Le rôle de l'Etat a toujours été considérable. Depuis les temps lointains où la famille, en se désagréant, a cessé d'être la cellule sociale, c'est dans le cadre de l'Etat qu'ont vécu toutes les sociétés, et c'est en relation avec la nature de leur Etat que les sociétés ont progressé, sont restées stagnantes ou ont décliné. D'où, à mon sens, l'importance fondamentale que présente la décomposition de ce qui fut pendant des siècles le type même de l'Etat moderne : l'Etat français. — R.L.

Sur la « Révolution par la Science »

D'Albert GOLDSCHILD, cette lettre à Hagnauer :

Je viens de lire ton article du numéro d'octobre, comme j'avais lu le précédent. Dans l'ensemble, je suis d'accord. Une remarque pourtant, sur le paragraphe « La Révolution par la science ». Je n'ai pas lu le Rassinier (j'espère, malgré une certaine méfiance, en trouver le temps), mais sur ce point de l'incidence des progrès scientifiques ou techniques (on ne peut opposer science et technique, qui se complètent et retentissent l'une sur l'autre) sur les conditions de vie, il reste beaucoup à dire et peut-être passes-tu un peu vite.

Sans chercher dans le passé, les modes modernes de transport, l'électronique, la chimie synthétique et la substitution progressive des matières plastiques aux métaux et à maints autres matériaux sont à la base de bouleversements prodigieux, affectant tous les domaines de la vie sociale. Les conditions de travail dans les usines, les chantiers et les bureaux s'en trouvent profondément modifiées. Et ces changements sont parfois plus « révolutionnaires », en effet, que ceux qui suivent une grève ou des journées de barricades.

Sont-ils pourtant sur le même plan ? Sans doute ont-ils leurs répercussions sur les rapports humains, le mode de vie de chaque classe ou groupe social, les relations de classe à classe, de groupe à groupe. Mais ils laissent subsister des disparités et des dépendances anciennes, ils en créent de nouvelles. Et c'est ici que se justifient — selon les temps — la résistance ou la révolution.

Est-ce tellement nouveau d'ailleurs ? Kropotkine (« La conquête du pain ») ou « Paroles d'un révolté », discutant certaines prévisions marxistes a écrit des pages divinatoires sur les décentralisations auxquelles peut conduire, à la longue, le progrès technique. Ne peut-on penser qu'il y a là source de conflit entre le technocrate ou la « nouvelle classe » et le « révolutionnaire » de demain et de toujours ?

P.S. — Fâché de trouver dans une page de la « R.P. » le nom du « ...premier libre-penseur ». Malgré l'ironie, cela fait tache.

La querelle linguistique belge

De VAN REUSEL (Bruxelles), ces anticipations sur le conflit qui divise les Belges :

Le lion des Flandres a rencontré le coq wallon sur le pavé bruxellois... C'est seulement par Radio Luxembourg que nous en avons appris quelques péripéties, les postes belges, soumis à une stricte censure, n'en ont laissé transpirer que très peu, comme de bien entendu.

Les véritables dessous de ce mouvement pseudo-linguistique ne sont pas autre chose que la poursuite de la conspiration visant à la destruction de la Belgique. Le séparatisme fédéraliste est un jalon dépassé. Il est intéressant de constater que les flaminguants activistes viennent de réussir par les voies légales ce que leur trahison pendant deux guerres successives n'était parvenue à leur donner, c'est-à-dire la mort virtuelle de l'Etat-Belgique ; mais, comme on ne s'est pas encore aperçu du décès de la Belgique de bon papa, le faire-part n'a pas été envoyé. La Belgique est virtuellement morte, c'est un cadavre qui se croit toujours vivant. Pourtant

déjà les héritiers se disputent la dépouille, et la majorité flamande vient d'arracher les Fournons à la province de Liège. Ce sera le gage que les Flamands voudront monnayer lors de leurs prochaines tractations en vue d'une absorption par l'Allemagne...

Consécutivement, Liège se voit coupée de son issue vers Aix-la-Chapelle, cette voie étant désormais obstruée, la mort du bassin industriel liégeois a sonné. Je puis déjà dire que l'Allemagne refusera l'accord espéré des petits machiavels flamands, dont toute la stratégie consiste à joindre la mer du Nord à la frontière allemande. « Bruxelles flamand » n'est qu'une diversion.

Nonobstant la réussite de leur projet, le refus des Allemands forcera les Flamands à se contenter du rôle de cancer au flanc des Pays-Bas. La fusion avec la Hollande est une chose très peu souhaitée des Hollandais, mais qui se réalisera dans l'intérêt des deux parties. Il restera aux francophones de se retourner vers la « douce France ».

Trop dur sur « l'Express »

De H. CAMBI (Alpes-Maritimes) :

R. Hagnauer a été trop dur sur l'Express, le seul hebdomadaire lisible avec le Canard, et pas tendre avec le P.S.U., pourtant des gens de notre bord ; c'est pas une raison. Fraternellement.

« Continuez ! »

D'Emile PERROT (Pas-de-Calais) :

...Je reste profondément attaché à la « R.P. ». Tout ne m'y enchante pas ; n'y voyez pas critique. J'ai l'horreur du monolithisme et ne prétends pas avoir la vérité en moi. Continuez... Bon courage.

Une tentative au Brésil

Dans le tableau désolant du mouvement ouvrier, dominé par la vieille bureaucratie gétuliste, elle-même profondément intégrée dans le jeu politique et gouvernemental, et par les groupes extra-syndicaux s'efforçant de capter l'héritage : communistes, catholiques, principalement, les initiatives d'esprit syndicaliste sont rares.

L'an dernier, un effort avait été tenté dans la région de Sao Paulo pour regrouper les militants de base au sein d'un mouvement de « récupération ». La mort accidentelle de la cheville ouvrière de ce courant, Gerhard Mayer — ancien dirigeant du P.C. brésilien passé au syndicalisme — a beaucoup affaibli la poussée initiale, si bien que l'organe « Correio Sindical » a disparu des kiosques.

L'idée elle-même n'est pas morte, et elle ressurgit sous des formes diverses, comme elle répondait à un constant appel des besoins. Toujours à Sao Paulo, qui est la ville où naissent la plupart des tentatives non conformistes, qu'elles soient intellectuelles ou prolétariennes, plusieurs organisations syndicales ont lancé un appel en faveur d'une Union Syndicale des Travailleurs. Cet appel se distingue de la plupart des manifestes par le fait qu'il insiste sur la nécessaire indépendance du mouvement syndical par rapport aux partis et aux Etats.

Les signataires principaux sont : la Fédération des Métaux, Construction civile, Industries urbaines, Employés de l'industrie hôtelière, Verriers, Services de santé, Tourisme, Transports urbains, Mineurs et Carriers, Publicité.

Après diverses considérations générales, qui permettent de rappeler que le travail doit prendre le pas sur le capital, et que le syndicat, instrument indispensable pour la défense des intérêts ouvriers, doit être en dehors des luttes de caractère politique, partisan, idéologique ou religieux, plusieurs points sont mis en évidence :

- nécessité de lutte pour la liberté individuelle ;
- solidarité syndicale ;
- refus de toute dictature ;
- lutte contre la corruption de l'administration publique ;
- défense et extension du droit de grève ;
- extension de la législation sociale aux travailleurs agricoles.

I. R.

LA GESTION COOPÉRATIVE D'UN « FRIGORIFICO »

Depuis quatre années, une expérience originale est tentée en Uruguay, au cœur du quartier ouvrier de Montevideo — le « Cerro » —. Il s'agit de la gestion non privée, et non étatique d'un des plus grands « frigoríficos » — usines à viande — du pays.

Laureano Riera, militant syndicaliste d'origine argentine, qui participe intimement à l'expérience, nous a fourni l'étude ci-dessous publiée. C'est un document d'un grand intérêt, on va le voir. On ne connaît pas assez ces exemples rares de gestion coopérative ouvrière d'une grande entreprise. La « R.P. » se félicite de pouvoir donner à une telle étude toute la place qu'elle mérite.

L'importance de l'initiative, et la multiplicité des problèmes qu'elle soulève, méritent l'attention du mouvement ouvrier international. L'information n'est pas close, et nous nous proposons de revenir sur le sujet en fournissant de nouvelles données.

Depuis 1942, année où elle fut constituée, et jusqu'en 1960, la Fédération autonome de la viande fut l'organisation syndicale la plus puissante d'Uruguay. Ses conquêtes économiques et sociales — parmi lesquelles une « assurance-chômage » — n'ont pas d'équivalents en Uruguay ; la Bourse du Travail et une loi spéciale contre les renvois arbitraires lièrent pratiquement les mains aux patrons capitalistes. Les entreprises possédaient nominativement les « frigoríficos », mais en fait la loi était dictée d'une part par le syndicat, et d'autre part par le pouvoir d'Etat, lequel fixe les taux de change pour les transactions internationales et, par l'intermédiaire du Frigorifique National, fixe également les prix de la matière première (le Frigorifique National administré par les éleveurs et par l'Etat, fixe les prix du bétail et détient le monopole de la fourniture de viande au département de Montevideo). Parallèlement à cette situation, insupportable pour des entreprises capitalistes, les prix de la viande du Rio de la Plata sur les marchés internationaux accusèrent une baisse substantielle, pendant qu'augmentaient les matières premières et les produits manufacturés de provenance étrangère, comme par exemple les machines, l'outillage, les combustibles, etc. D'autre part, le commerce illicite de la viande, l'abattage clandestin — favorisé par la corruption politique et bureaucratique de l'Etat — soustrayait aux entreprises un volume de travail sur lequel elles comptaient pour couvrir leurs frais fixes, lesquels sont élevés, étant donné les avantages conquis par les travailleurs et le mécanisme industriel et administratif complexe d'usines prévues pour traiter le double ou le triple du bétail disponible.

Il se produisit ainsi une crise industrielle sans précédent dans notre pays. Les puissantes compagnies à capital nord-américain — « Frigorífico Artigas S.A. », filiale de « Armour » de Chicago, la « Compania Swift de Montevideo S.A. », filiale de la « International Packers Co » — annoncèrent la cessation de leurs activités en 1957, et mirent en vente les deux grands établissements à des conditions véritablement tentatrices. Cependant ni l'Etat, idéologiquement partisan des « nationalisations » anti-impérialistes, ni aucun groupement économique, national ou étranger, ne firent des offres. Il était évident que l'industrie frigorifique uruguayenne avait cessé d'être une « affaire ». Le 20 décembre 1957, date fixée pour la fermeture des deux établissements, arriva, et quelque 5.000 ouvriers se trouvèrent sans travail, la moitié environ de l'effectif total des travailleurs de l'industrie frigorifique uruguayenne. Les trois autres frigoríficos — Anglo, Nacional et Castro — ne fermèrent pas, mais travaillaient à moins de cinquante pour cent de leur capacité, de sorte que pendant l'année 1958, 75 % des travailleurs de la viande se trouvèrent sans emploi ; pour comble de malchance, la caisse d'assurance-grève était vide puisqu'elle se nourrit en grande partie d'apports ouvriers et patronaux qu'on ne verse que lorsqu'on travaille.

Nous nous vîmes donc affrontés à un problème vital. Quelle valeur pratique représentaient toutes

nos conquêtes ouvrières et sociales, légalisées, codifiées et appuyées par le pouvoir syndical, face à la perte de notre source de travail ? Tout notre patrimoine social s'effondra comme château de cartes.

C'est alors que quelques esprits audacieux, versés en sociologie vivante, et des militants syndicaux possédant une longue expérience nous dirent : « Notre organisation syndicale est dans une impasse ; nous n'avons plus de patron à qui réclamer des améliorations ; mais comme nous ne pouvons pas être absorbés par d'autres industries et, de plus, comme l'Uruguay doit fatalement continuer à être un pays producteur et exportateur de viande, il nous faut chercher un autre chemin : réclamer la possession des établissements fermés et les faire fonctionner pour notre compte au moyen d'un système collectif ou coopératif. »

UN MONDE D'ENNEMIS

Cette idée, ou pour mieux dire, ce nouveau chemin, fut ouvert lors d'une table ronde réalisée au Cerro (1) au début de 1958. A cette table ronde la Fédération autonome de la Viande invita les gouvernants et les législateurs de tous les partis, les représentants des secteurs ruraux, les organisations syndicales du pays et la presse orale et écrite. En général, cette initiative fut considérée comme une idée romantique, absurde, quichotesque et insensée. Les seuls qui la prirent au sérieux furent les marxistes, les socialistes et les communistes pour la combattre énergiquement et la calomnier de mille façons diverses, mais tout aussi malhonnêtes. Ils disaient que la fermeture des frigoríficos était une comédie, une farce, un chantage de l'impérialisme réclamant des subsides, mais que pour le cas où ces fermetures seraient véridiques, l'Etat devait s'approprier des établissements sans indemnisation, et les nationaliser. Ils ne voulaient pas que les travailleurs deviennent les maîtres de leur usine, ils ne voulaient pas entendre parler de coopérative, mais soutenaient et soutiennent encore que dans un système capitaliste le prolétariat ne peut réaliser avec succès un essai de gestion économique qui lui soit propre. D'abord, disent-ils, il faut chasser la bourgeoisie du pouvoir politique.

Bien que, parmi les cadres dirigeants de la Fédération autonome de la Viande, les communistes ne fussent, à ce moment-là, qu'une petite minorité, leur opposition à l'initiative coopératiste eut une grande résonance.

La majorité des délégués ouvriers du Frigorifique National, des Frigoríficos « Anglo », « Castro », et « Swift » de la Société de chargement et de déchargement, des conducteurs de bétail, s'opposaient à l'initiative coopératiste. Les causes de cette opposition presque massive parmi les cadres dirigeants sont de natures diverses :

a) Carence totale de culture sociologique et d'information ou de formation coopératiste ;

b) Défaut du sens de la responsabilité, suite logique de l'attitude passée, des abus commis au

(1) Quartier ouvrier de Montevideo, où sont situés la plupart des frigoríficos.

temps de notre lutte contre les vieilles entreprises, un peu par esprit de vengeance ou de représailles, un peu à cause de cette tendance très nationale que l'on appelle « relaño », et qui est une sorte de délinquance sociale où l'orgueil national ne voit que « malice créole », et qui se traduit par le « vol-fourmi », la « faucha », et par toute une série de fraudes en ce qui concerne le travail, telles que la négligence, le « pointage » des absents, le « bouzillage », le sabotage, etc. ;

c) La soumission à la paternelle omnipotence de l'Etat ;

d) La crainte d'entreprendre une tâche nouvelle sans expérience, sans capital et sans assurance de succès ;

e) La nostalgie des luttes antipatronales (« contre qui ferons-nous grève, et à qui imposerons-nous notre puissance syndicale lorsque nous n'aurons plus de patron ? Comment subjuguera-t-on les masses de nos diatribes s'il n'y a plus personne contre qui les prononcer ? De quelles injustices sociales pourrions-nous nous plaindre lorsque nous serons les maîtres de notre propre destin ? ») ;

f) La crainte que les nouveaux intérêts — défense de l'entreprise, relations commerciales, engagements de livraisons, etc. — n'embourgeoient les travailleurs et ne les éloignent de la « gauche » ;

g) Traîtres et aventuriers, agents patronaux des frigorifiques concurrents, nombreux étaient ceux qui avaient intérêt à ce que les frigorifiques fermés ne se rouvrent pas (fabriques de savon, fabriques de charcuterie, de produits végétaux, déjà installés ou sur le point de l'être, parfois par les mêmes actionnaires de l'ex-« Swift » ou de l'ex-« Artigas », avaient malheureusement des porte-parole stipendiés dans les rangs de l'opposition, au sein du Congrès national des délégués composé de 120 personnes, sans compter les gangsters du marché noir et les agents du Frigorifique « Armour do Santa Ana do Livramento » au Brésil, qui traite du bétail uruguayen passé à la frontière en contrebande et exporte par le port de Montevideo, etc. ;

h) Et finalement, sans pour autant épuiser l'inventaire des ennemis de l'initiative coopérativiste, les communistes, doctrinaires et militants du parti, qui prévoyaient avec certitude que la création de la coopérative détruirait l'unité organique de la Fédération autonome de la Viande et réduirait à néant leur intention de l'intégrer à leur future « Centrale unique des travailleurs de l'Uruguay », en projet mais non réalisée.

SANS CAPITAUX, NI CREDIT

Nous n'insisterons pas sur l'opposition théorique du grand capitalisme national et étranger, et des latifundistes uruguayens, lesquels, en réalité, se limitèrent à voter contre la loi de création de E.F.C.S.A., au Parlement, persuadés qu'ils étaient que nous irions à un échec inévitable, étant donné que nous ne disposions ni de capitaux de roulement, ni de crédit bancaire, ni d'un appui financier de l'Etat ; ils désiraient finalement que la coopérative se constitue afin de pouvoir démontrer, après son échec que les travailleurs n'étaient pas mûrs pour une telle expérience, par laquelle on prétendait réformer rien de moins que l'industrie de base de l'économie nationale. (L'industrie de la viande en Uruguay est, en effet, l'équivalent de la sidérurgie anglaise, du pétrole au Venezuela, du sucre à Cuba, ou de l'automobile aux Etats-Unis, toutes proportions gardées).

Aux facteurs précédemment énumérés il faudrait ajouter que ni le gouvernement en place à l'époque, ni la masse ouvrière des frigorifiques n'avaient des idées très claires sur ce qui devait se faire.

Le Gouvernement (avec l'approche de la saison où le bétail atteint son poids maximum et, de plus, la proximité des élections nationales, les deux événements étant pour novembre) voulait se débarrasser, de n'importe quelle façon, du problème des frigorifiques, et les travailleurs, qui étaient sans travail depuis un an, voulaient travailler, de n'importe quelle façon, c'est-à-dire sous n'importe quel régime, qu'il fût patronal, d'Etat ou coopérativiste. Cela est la vérité pure et simple.

Mais aucun groupe financier ne s'offrit à acheter les frigorifiques fermés. L'Etat, pour sa part, n'en voulait pas, même en cadeaux. Les éleveurs — qui

forment la classe la plus rétrograde du pays — demeurèrent complètement passifs ; ils pensaient pouvoir écouler leur marchandise par l'intermédiaire de l'abattage clandestin, des frigorifiques encore en fonction, faire passer la frontière du Brésil à ce qui leur resterait de bétail sur pied et se consacrer ensuite à la production de céréales ou à l'élevage des moutons.

L'avenir était réellement sombre. Mais les dirigeants syndicaux et les ouvriers du frigorifique « Artigas » ne faiblirent pas dans leur intention de rouvrir les usines fermées, et comme nos propres dirigeants étaient simultanément dirigeants de la Fédération autonome de la Viande et pouvaient compter sur l'appui de quelques dirigeants du « Swift », du Frigorifique National, du Syndicat des transporteurs de bétail et de l'Association des employés de l'industrie frigorifique, ils firent pression sur le gouvernement en lui donnant l'impression que la Fédération ouvrière de l'industrie de la Viande et dérivés (Autonome) favorisait la solution coopérativiste. Nos camarades comptaient également sur un autre appui inestimable : le gérant de frigorifique « Artigas », le super-intendant, les chefs de services, la majorité des techniciens et des spécialistes formaient une équipe sans fissure ; Uruguayens, ils considéraient comme une hérésie économique le tarissement provoqué d'une source de travail et de richesse comme ce frigorifique où ils avaient passé une grande partie de leur vie, et ils se mirent à la disposition du Syndicat des ouvriers et ouvrières d'« Artigas » pour assurer la responsabilité de l'administration et de la direction technique de l'établissement. C'était là, pour ainsi dire, l'état-major dont avait besoin l'armée du travail pour sortir victorieuse de cette terrible aventure qui consistait à vouloir, pour la première fois en terre américaine, travailler sans patrons.

Le gouvernement, averti de cette situation et croyant que toute la Fédération de l'industrie de la Viande était d'accord, se décida finalement à présenter à l'Assemblée Générale (pouvoir législatif) un message et un projet de loi exonérant d'impôts la transaction projetée, et fixant les normes juridiques de la nouvelle société que nous, les ouvriers, nous nous proposons de constituer dans le but de pouvoir « acheter » les établissements fermés. Le projet devint loi fin octobre 1958.

C'est ainsi que, pour pouvoir acheter les frigorifiques, les travailleurs de l'« Artigas » et du « Swift » se constituèrent en société dénommée : « Establecimientos Frigoríficos del Cerro Sociedad Anonima » (E.F.C.S.A.).

UNE EXPERIENCE PILOTE

Nous avons jusqu'ici fait le récit objectif de nos origines, négligeant simplement certains épisodes et circonstances qui allongeraient trop ce texte. Il nous faut maintenant tirer la signification sociale de notre expérience dans le contexte historique indo-ibéro-américain, puisque nous jugeons que c'est là une expérience pilote qui peut être appliquée — avec les variantes propres aux lieux et aux industries — dans tous les pays de l'Amérique latine comme une solution, qui ne serait ni dogmatique, ni artificielle, ni étrangère, mais rationnelle, des problèmes de notre temps.

Nous nous référons aux problèmes qui naissent du choc entre la tendance au développement et les intérêts de l'impérialisme figé dans ses structures ankylosées et qui s'oppose, par incapacité d'évolution, au dit développement. Lorsque nous parlons d'impérialisme, nous ne nous référons pas à une nation ou à un bloc de puissances déterminé. Nous nous référons à la « force économique et financière » de toutes et de chacune des nations « développées » qui, unies ou séparément, dominent les économies des peuples sous-développés » par l'intermédiaire des échanges commerciaux — soit par l'investissement de capitaux, soit par le moyen des emprunts et des prêts, soit par le traitement discriminatoire qui consiste à nous vendre cher leurs marchandises et à nous obliger à vendre les nôtres à bon marché ; soit encore par le moyen du protectionnisme douanier, par celui des barrières douanières pseudo-sanitaires, par le soutien, de l'extérieur, des structures oligarchiques ana-

chroniques, par l'appui accordé à des régimes de force, qu'ils soient de droite ou de gauche, qu'on les appelle fascistes ou communistes. Ni la situation géographique, ni les étiquettes ne doivent détourner notre esprit de la réalité pathétique de nos peuples, de la recherche objective de solutions véritables, basées sur le travail créateur dans la liberté.

Les idéalistes qui nous poussèrent à franchir le pas pour acquérir les frigorifiques, les remettre en marche et les faire fonctionner sans capitaux, sans tutelle d'Etat, n'estiment pas que ce soit là l'unique méthode adéquate. Ils pensent plutôt que nous avons ouvert un nouveau chemin prévu par peu de théoriciens.

Pendant que le gros du prolétariat est utilisé comme une masse de pression par différents groupes antagonistes ; pendant que la classe moyenne uruguayenne, parasite par force ou par vocation, réalise chaque jour de tapageuses manifestations pro- « indépendance nationale », nous sommes en train, nous, les travailleurs de E.F.C.S.A., de forger simultanément et le développement et l'indépendance nationale, sans autre bruit que celui de nos machines, et sans autre « sacrifice » que celui de gagner le pain que nous mangeons à la sueur de notre front.

L'Uruguay est un petit pays de 186.926 kilomètres carrés. C'est un Etat jeune, situé entre deux grandes nations, la République Argentine et les Etats-Unis du Brésil. Il se forma en Etat souverain récemment, en 1830. Mais, depuis 1680 et jusqu'en 1904 il se vit occupé et son sol piétiné par les armées d'Espagne et du Portugal d'abord, par les guerres civiles ensuite. Contrairement à d'autres pays d'Amérique latine qui, comme le Mexique ou le Pérou, ont une histoire et une culture pré-colombienne, c'est à peine si les tribus indigènes laissent ici trace de leur existence. De sorte que tout le développement économique et culturel, tout comme les premiers habitants, sont d'origine européenne. L'économie uruguayenne naquit sous l'impulsion et la domination de l'impérialisme britannique. Les Anglais tentèrent de s'emparer de Buenos Aires et de Montevideo — des deux capitales du Rio de la Plata — dans les premières années du XIX^e siècle. Ils furent repoussés et entreprirent par la suite la conquête pacifique et économique. Les capitaux anglais et par la suite les capitaux nord-américains permirent de créer les premières industries du pays et dominèrent tout son commerce extérieur. José Batlle y Ordóñez, entreprit, dès 1830, d'attirer des capitaux, ensuite de lutter pour l'indépendance économique, favorisant la nationalisation des chemins de fer, de l'énergie électrique, des communications, de la distribution des eaux, des assurances, des alcools, etc.

Mais la principale industrie du pays, qui est celle de la viande, resta entre les mains du capitalisme étranger, surtout en ce qui concerne l'exportation. C'est pour cette raison que le passage des frigorifiques exportateurs des mains des capitalistes à celles des travailleurs revêt une extraordinaire signification. Les nationalisations antérieures eurent toutes lieu sous le signe de l'étatisation et pour certaines les résultats furent franchement négatifs, bien qu'elles aient flatté et continuent à flatter l'orgueil national. Les services d'Etat sont en déficit, de façon chronique, leur efficacité laisse beaucoup à désirer et ils ont favorisé un énorme développement de la bureaucratie et de la politisation.

Pour cette raison, lorsque les compagnies nord-américaines offrirent à l'Etat d'acheter les frigorifiques, ni les partis politiques du gouvernement ni ceux de l'opposition ne se laissèrent tenter. L'offre était avantageuse au point de vue transaction commerciale courante. Pratiquement, les compagnies faisaient cadeau des frigorifiques, à la seule condition que le ou les acheteurs prennent en charge le passif qui, au total, n'excédait pas la somme dérisoire — dérisoire si on la compare à la valeur de l'établissement — de 25 millions de pesos uruguayens.

SANS CONFISCATION NI EXPROPRIATION

Nous pouvons maintenant avoir une idée assez claire de la signification révolutionnaire de l'expérience que nous sommes en train de réaliser.

Pendant que d'autres nationalisations — en Uruguay ou dans d'autres pays d'Amérique latine — ont coûté des sommes énormes prises sur le Trésor public, en ne donnant dans la plupart des cas que des résultats négatifs du point de vue économique ; alors que des nationalisations d'entreprises ou de biens étrangers ont été le résultat, ou la cause, de profondes et sanglantes secousses, détériorant l'amitié entre les peuples et perturbant les relations entre Etats, dans le cas de la nationalisation-coopérative d'E.F.C.S.A., l'Etat uruguayen ne déboursa pas un seul peso — les travailleurs s'étant chargés du passif des compagnies vendeuses — et notre vieille et sincère amitié avec le grand peuple du Nord n'en fut pas altérée le moins du monde. Sans rien confisquer, sans exproprier personne, sans faire tort à aucun intérêt légitime, sans occasionner de charges à l'Etat, sans nous immiscer dans la politique, sans mettre en péril la stabilité des institutions démocratiques, sans en appeler au chauvinisme nationaliste, sans recourir à la philosophie du « poteau » — qui semble être l'objet des désirs de cette nouvelle vague où se mélangent nationalistes et « gauchistes » — sans faire couler une larme ni une goutte de sang, sans détruire un gramme de marchandise, nous commençons et portons à bout de bras une véritable révolution sociale dans le secteur le plus important de l'économie uruguayenne.

La législation en vigueur en Uruguay ne prévoit que les coopératives de consommation. Il existe une loi spéciale sur le coopérativisme agricole qui, dans la pratique est une sorte d'association de patrons d'exploitations, de cultivateurs, qui simulent la formation en coopératives pour obtenir les exonérations d'impôts et les franchises à l'importation et l'exportation, etc., bien qu'en réalité il s'agisse de véritables consortiums patronaux qui ont à leur service un personnel salarié, généralement très mal rémunéré.

Cette situation légale fut la raison pour laquelle, lors de la constitution de la société acheteuse des frigorifiques, au lieu de l'appeler coopérative comme c'était notre désir, nous dûmes l'intituler « Société Anonyme ».

Cependant, E.F.C.S.A. n'a de société anonyme que le nom. La loi de création stipule dans son article premier :

« Le transfert des établissements industriels et autres biens immeubles, meubles et les droits appartenant aux sociétés : Compagnie Swift de Montevideo S.A. et Frigorifique Artigas S.A., réalisé par les dites compagnies en faveur de la société que les ouvriers peuvent constituer, sera exemptée du paiement, etc. (suit l'énumération de divers impôts sur les transactions). »

Dans un paragraphe à part, la loi de transfert mentionne :

« On entendra, par « ouvriers et employés du Frigorifique Artigas S.A. et de la Compagnie Swift de Montevideo » tout travailleur qui, à la date du 1^{er} décembre 1957, figurait comme tel sur les registres de la Caisse de compensation pour chômage dans l'industrie frigorifique, correspondante aux compagnies mentionnées. » Et la loi ajoute :

« Ce caractère sera également reconnu à toutes les personnes qui, à cette date, figuraient sur les registres de travail en tant qu'ouvriers ou employés des dits établissements, ou qui pourront prouver, par d'autres moyens, qu'ils remplissaient à l'époque ces conditions. »

L'article 10 établit ce qui suit :

« Pendant une durée de dix ans, la société à constituer, POURRA SEULE PERMETTRE L'INSCRIPTION D'ACTIONS AU NOM DE PERSONNES LIEES A CELLE-CI EN QUALITE D'OUVRIER OU D'EMPLOYE. »

Cela signifie qu'aucun capitaliste, aucun financier, aucun représentant de fonds privés — contrairement à ce qui existe dans toutes les Sociétés Anonymes du monde, ne peut être actionnaire de E.F.C.S.A.

Par l'article 7 on détermine ce qui suit :

« Les actions de la société à constituer par les ouvriers et employés des frigorifiques Swift et Artigas et que ladite société distribuera à ses ouvriers et employés, devront être NOMINATIVES

et NE POURRONT ETRE NEGOCIEES PENDANT UNE DUREE DE DIX ANS. »

De cette façon on évite toute possibilité que certains travailleurs aliènent leur patrimoine, comme cela s'est produit fréquemment au cours d'expériences faites dans d'autres pays et où les sociétés coopératives ou collectives des travailleurs furent absorbées et dénaturées par le capitalisme.

Il faut ajouter finalement que le directoire a fixé à 5.000 pesos le montant maximum des actions que chaque travailleur pourrait souscrire, dans le but d'éviter que certains travailleurs puissent se convertir en patrons des moins prévoyants ou des moins capables.

Le résultat de cette expérience a été véritablement étonnant, même pour ses protagonistes les plus optimistes, si l'on considère que l'Etat se limita à définir les normes juridiques de la Société et ne la protégea en rien, sur aucun terrain, ni politique, ni économique, ni financier. En d'autres termes, la société une fois constituée et la propriété des fabriques acquise, nous nous retrouvâmes livrés à nos propres forces et à notre propre initiative : sans capital de roulement ; sans la sécurité de disposer de matières premières à traiter ; sans crédits bancaires et ayant au contraire à faire face à un boycott de la banque privée, nationale et étrangère, puisque les banques anglaises et nord-américaines qui avançaient les crédits aux anciennes compagnies ne nous prêtèrent pas un peso et que nous n'avons pas encore reçu un seul cent de ce fameux prêt du B.I.D. dont on a tant parlé, sans marchés et sans points de vente assurés d'avance.

Les experts en questions économiques et commerciales donnaient notre échec pour immédiat et irrémédiable, et nombre furent ceux, bien intentionnés, qui finirent par se demander si le transfert des frigorifiques aux travailleurs n'était pas une escroquerie, une fraude colossale de la part des compagnies, une manœuvre électorale de la part du parti au pouvoir à l'époque, lequel perdit les élections dès qu'E.F.C.S.A. fut constituée. Et comme l'opposition qui triompha aux élections de novembre 1958 avait voté contre le transfert, qu'elle jugeait être une aventure insensée, tout laissait prévoir que nous allions à l'échec.

Toutefois, les faits démontrèrent le contraire ; nous obtinmes du bétail, des magasins, des marchés, et peu de mois après nos débuts nous étions déjà la société exportatrice la plus importante de l'Uruguay et nous continuons à l'être. (L'explication détaillée de ce véritable miracle n'entrerait pas dans les limites de cet exposé. Nous conseillons à ceux qui pourraient s'intéresser de plus près à notre expérience, de lire notre revue E.F.C.S.A.).

En ne travaillant que dans un seul établissement — tant qu'on ne supprimera pas le marché noir et qu'on n'annulera pas la loi sur le monopole du ravitaillement intérieur, détenu par le Frigorifique National, le bétail ne sera pas suffisant pour que les deux établissements puissent fonctionner — nous avons pu traiter, dans les six premiers mois de cette année 170.000 têtes de bovins. Presque la moitié de cette viande est destinée à la conserve en boîtes, c'est-à-dire au corned beef.

130 % D'AUGMENTATION DES SALAIRES

Quant aux avantages ouvriers, la création de notre coopérative a entraîné, pour tous les travailleurs de la viande, trois augmentations de salaires massives — une par an — sans qu'il fût nécessaire de recourir à la grève, et cela pour la première fois en trente-cinq ans. (Cela, naturellement, dérange les communistes et les partis de l'opposition, de quelque teinte qu'ils soient, la paix sociale n'admettant pas le jeu de la spéculation démagogique.) La chose a d'autant plus d'importance si l'on considère que ces trois augmentations massives des salaires représentent une amélioration de 130 % sur les rémunérations que nous percevions en 1957. Il est certain que ces augmentations élèvent le coût de fonctionnement de notre entreprise, mais elles étaient indispensables, compte tenu de la dévalorisation de la monnaie, de l'augmentation du prix des produits de consommation, des services publics, etc.

Ce qu'il importe de souligner, c'est la tendance constructive imprimée par E.F.C.S.A. à l'industrie de base du pays. Les conflits du travail que nous déclenchions avant, en pleine saison de bétail lourd, et qui duraient parfois deux mois — soit à cause de l'obstination des compagnies, soit pour l'impossibilité où elles étaient de supporter un prix de revient plus élevé — étaient réellement catastrophiques pour l'économie nationale, décourageant les producteurs, fomentant indirectement le marché noir de la viande et déterminant, en dernière instance, la perte de marchés extérieurs pour non-accomplissement des accords d'expédition. Les travailleurs subissaient aussi les conséquences de ces longues périodes de paralysie qui poussèrent parfois les entreprises à arrêter toute activité pendant des années entières, et qui furent finalement la raison pour laquelle les entrepreneurs décidèrent de se retirer du pays.

★ ★

Nous sommes pleinement confiants de ce que, avant le terme des dix années prévues par la loi pour le régime légal que nous avons adopté, E.F.C.S.A. développera ses activités, en parvenant à la production ou à l'engraissement du bétail pour son propre compte, en installant une fabrique moderne de savon et en augmentant la production de fruits et légumes destinés à être traités par nous. Nous pensons également avec confiance qu'on nous permettra de participer à la fourniture du marché national.

Par-dessus tout, nous espérons que nous parviendrons à faire évoluer notre organisation juridique et à transformer E.F.C.S.A. en une coopérative intégrale.

Cette confiance est basée sur le fait que nous avons triomphé malgré la guerre qu'on nous a menée, et malgré les conditions actuelles du commerce de la viande, pires que celles qui obligèrent les vieilles compagnies à se retirer de la place, en nous laissant en héritage un instrument de travail constitué par les deux usines les plus importantes du pays, installées il y a longtemps par le capital et le génie industriel et commercial anglosaxons, et aujourd'hui exploitées et améliorées par des hommes de notre pays qui, de plus, sont de nette formation syndicaliste.

SURENCHERE REVENDICATIVE

Après la constitution de la société acheteuse des frigorifiques, les travailleurs continuèrent à faire partie des anciennes organisations syndicales — Syndicat des Ouvriers et Ouvrières du Frigorifique Artigas, Union Ouvrière Swift, Société de chargement et de déchargement, Association des employés et cadres de l'Industrie frigorifique. Théoriquement les employés, ouvriers et techniciens, en perdant leur patron s'étaient transformés en patrons eux-mêmes, et si l'on admet le principe selon lequel la cause déterminante des organisations syndicales ouvrières est la nécessité de lutter contre le patron ou l'employeur, celles-ci n'avaient plus de raison d'être. Certains dirigeants ouvriers des autres frigorifiques ne manquèrent pas de soutenir que les ouvriers d'E.F.C.S.A. ne pouvaient plus continuer à appartenir à la Fédération Ouvrière de l'Industrie de la Viande et dérivés, qui est une organisation d'ouvriers salariés. Ils disaient, en substance, que « patrons » et « ouvriers » ne pouvaient pas siéger sur les mêmes bancs du Congrès National des délégués de la F.O.I.C.A., et l'on remit en question le droit des vieux leaders syndicaux — que la Fédération avait désignés pour faire partie du premier directoire d'E.F.C.S.A. — à continuer à siéger dans les organismes administratifs de cette même fédération.

Cette polémique, plus passionnelle que rationnelle, dura un peu plus d'un an, et fut aggravée par des influences obscures — dont nous avons déjà parlé — et par des divergences idéologiques, le noyau de base de la Fédération — le Syndicat des Ouvriers et Ouvrières du Frigorifique Artigas — étant depuis ses origines énergiquement anti-communiste, totalement apolitique, partisan d'un syndicalisme empirique qui se définissait comme syndicalisme « neutre » pour se différencier des organisations « finalistes ». La polémique culmina par l'expulsion du Syndicat du Frigorifique Artigas

et de l'Association des Employés et Cadres de l'Industrie Frigorifique. L'Union Ouvrière Swift, actuellement à demi désintégrée — le Swift étant toujours fermé, la majorité de ses membres ont été absorbés par le Syndicat Artigas — et la Société de chargement et de déchargement (80 personnes) restèrent à la F.O.I.C.A.

En fait, ce qui advint fut que, loin de s'atténuer ou de s'amollir, le caractère revendicatif des organisations syndicales groupant le personnel d'E.F.C.S.A. se fit plus virulent et parvint à imposer l'affiliation obligatoire, pour la première fois dans l'histoire des travailleurs des frigorifiques, et à réclamer sans cesse de nouvelles améliorations quant aux salaires et aux conditions de travail. Une sorte de lutte s'établit entre partisans et adversaires du système E.F.C.S.A., afin de savoir lesquels étaient les plus « rebelles », les plus « révolutionnaires ». Le résultat de cette lutte fut que les prix de revient, dans l'industrie frigorifique, augmentèrent de 100 % en l'espace de quatre ans. Deux facteurs externes intervinrent également dans cette fabuleuse augmentation : la réforme monétaire et l'augmentation consécutive du coût de la vie.

Dans cette course aux améliorations, le principal facteur psychologique, propre à l'homme du Rio de la Plata : l'amour-propre, le « machismo » ou complexe du mâle. Personne ne veut rester à la traîne en matière de « postulats » comme ils disent ; des individus qui, au temps des vieilles compagnies, étaient soumis, obséquieux, se sont faits maintenant les champions d'un « révolutionnarisme » dément, et comme les dirigeants syndicaux ne veulent pas risquer de perdre leur prestige, ils se font une concurrence effrénée ; c'est à qui donnera le plus, dans le plus pur style des politiciens démagogues. De telle façon que l'esprit pionnier avec lequel cette expérience fut entreprise s'est transformée en un esprit de revendication insatiable et irresponsable, profondément et grossièrement individualiste. Autant ceux qui combattent E.F.C.S.A. que ceux qui la défendent oublient de quoi il s'agit et la traitent comme une vulgaire entreprise capitaliste de laquelle ils essaient d'extraire tout ce qu'ils peuvent : moins d'efforts pour plus de récompense. Cette tendance commença à se manifester au cours de la lutte interne de la Fédération, comme une réponse à l'accusation selon laquelle les travailleurs d'E.F.C.S.A. s'étaient « embourgeoisés » et « avaient oublié les principes révolutionnaires du syndicalisme » — principes que pour sa part la F.O.I.C.A. ne défendit jamais. A ces critiques, les dirigeants syndicaux d'E.F.C.S.A. répondirent par des exigences d'augmentation des salaires que le commerce de la viande ne pouvait réellement pas satisfaire. Et comme l'influence syndicale est décisive au sein du directoire de l'entreprise, celle-ci parvient, lors des « réunions-conseils » sur les salaires, à dévaloriser les arguments des éléments patronaux et des délégués d'Etat. Ces revendications excessives sont pourtant compensées, partiellement, par l'attitude de la majorité des travailleurs dans l'accomplissement de leur tâche proprement dite. On ne note pas d'absentéisme, on vole beaucoup moins qu'autrefois et l'on travaille en conscience de façon générale.

Il est douloureux de devoir écrire ces choses pour ceux qui ont été partisans de cette expérience. Nous le faisons cependant pour des raisons d'honnêteté intellectuelle.

GESTION ET CONTROLE SYNDICAL

Le Syndicat des Ouvriers et Ouvrières du Frigorifique Artigas renouvelle sa commission administrative chaque année, suivant le système des listes et du vote secret. Suivant une vieille tradition qui date du temps des compagnies étrangères, le secrétaire général abandonne son emploi — qu'il reprendra au terme de son mandat — et continue à percevoir le salaire qui correspond à sa spécialité. De plus, le syndicat est représenté et dirigé par l'ensemble des délégués de sections ou départements et des sous-délégués de chaque branche ou spécialité. Par exemple : la section Ateliers (ou Ingénieurs) a un délégué général, et les mécaniciens, les maçons, les électriciens, les plombiers,

les charpentiers, les chaudronniers, les ferblantiers sont représentés par un sous-délégué pour chaque spécialité. Les délégués de sections ou de départements sont au nombre de vingt (abattage, fabrication des boîtes et autres contenants, étiquetage, chambres froides, graisses, dépeçage, conserves, productions végétales, production porcine, triperie, cuirs, etc.). La commission administrative et l'ensemble des délégués sont pratiquement en session en permanence pour analyser et résoudre les problèmes qui se posent journalièrement dans toutes les sections, et pour prendre connaissance et position sur les problèmes de caractère général du Frigorifique. Au début, les réunions se tenaient en dehors des heures de travail, mais l'habitude a été prise de se réunir maintenant pendant les heures de travail. Cette nouvelle manière coûte à la société, annuellement, une somme estimée à un million de pesos. Cette habitude est également une conséquence des nécessités de gestion et de défense de la société contre ses ennemis qui l'attaquent sans cesse. Lorsque le directoire ne trouve plus de raisons à faire valoir auprès du ministère de l'Elevage, du ministère de l'Industrie et du Travail, du ministère des Finances, du Conseil de la Caisse des compensations, du Conseil de gouvernement, des blocs parlementaires, des chefs et des dirigeants influents des partis politiques, on désigne des commissions de gestion et de pression formées par des travailleurs. Pour prendre connaissance des problèmes et définir les moyens de lutte, on réunit ces assemblées qui se terminent parfois par des meetings d'usine, tenus pendant les heures de travail payées. Les conditions adverses extérieures provoquent un état quasi permanent d'agitation et interdisent toute formation didactique, professionnelle et coopérative. Et à cela viennent s'ajouter les revendications permanentes d'éléments irresponsables et indisciplinés. Le Bureau des relations est généralement impuissant à faire respecter le règlement de discipline et si un ivrogne, un paresseux ou un voleur est pris en faute, il recourt à la solidarité de ses camarades de section pour éviter ou atténuer la sanction disciplinaire qu'il aura méritée, ce qui pose un problème qui, généralement, est résolu par une décision du groupe des délégués. Le même procédé est suivi lorsqu'il s'agit d'éléments qui demandent des avances de salaires, en cas de maladie d'un parent proche ou pour toute autre raison. La chose se complique beaucoup quand il s'agit d'évaluer le travail aux pièces ou de définir les catégories professionnelles, etc. Dans tous les cas absolument le syndicat intervient. On peut en dire de même du syndicat des cadres et employés. L'interprétation de la loi qui régit l'industrie frigorifique est sujette à controverses perpétuelles et là aussi c'est le syndicat qui intervient. Ce qui est plus délicat c'est que le syndicat ouvrier intervient également, et trop fréquemment dans les promotions, les nominations aux postes responsables, imposant ou destituant des ingénieurs, des chefs d'atelier, des contremaîtres, etc. Cette intervention donne lieu à de continuels froissements entre « blouses » (ouvriers) et « cache-poussière » (techniciens, cadres et employés) groupés et défendus par l'A.S.E.I.F. Il y a aussi des accrochages entre les groupes dirigeants au sein de chaque syndicat dans leur lutte pour le pouvoir syndical bien qu'ils soient moins fréquents et moins virulents que dans les autres entreprises. Mais en général toutes ces dissensions s'effacent lorsque la société est attaquée de l'extérieur. Il existe quelque chose comme un esprit de corps qui prend le pas, souvent, sur les querelles domestiques et les égoïsmes personnels ou de groupes.

Formellement et officiellement, les syndicats, aussi bien celui des ouvriers que celui des employés, dirigent également la Société, la contrôlent et la gouvernent, en marge naturellement de ce que le statut d'E.F.C.S.A. dispose. Le directoire se compose de sept personnes. Quatre d'entre elles ont été ou sont des militants ouvriers. Le gérant est un technicien que l'on considère comme étant irremplaçable, qui ne prend aucune décision de son propre chef. Les deux autres sont des figures plutôt décoratives, qui s'abstiennent de toute action personnelle pour la bonne raison qu'ils ne sont pas actionnaires. De plus, le syndicat est représenté

auprès du directoire par une sorte de super-directeur, tâche dont s'acquitte le dirigeant ouvrier le plus ancien et le plus respecté dans l'industrie frigorifique de l'Uruguay. Le directoire se réunit une ou deux fois par semaine avec les commissions des syndicats d'ouvriers et d'employés, et sauf circonstances très spéciales — quand il s'agit d'affaires commerciales de caractère strictement secret, dont la divulgation pourrait profiter à la concurrence — il se réunit à bureaux ouverts ; ont accès à ces réunions certains éléments qui, sans être chargés de fonctions responsables ou représentatives — c'est le cas du soussigné — sont considérés comme assesseurs et dirigeants internes de la société. Les conversations téléphoniques, généralement en espagnol, les entrevues avec les représentants des consortiums financiers avec lesquels nous travaillons, la réception des personnalités nationales ou étrangères qui nous visitent, les opérations d'achat et de vente et les ordres respectifs, les contrats, etc., en un mot, toute la vie interne de la société se déroule à la vue de tous, et avec la participation, dans certaines occasions décisives, d'une demi-douzaine de personnes qui, sans faire officiellement partie du directoire, se considèrent en quelque sorte comme les représentants des 3.500 membres de la société.

Nous nous abstenons de porter un jugement sur les avantages ou les inconvénients de ces procédés. Nous nous sommes limités ici à décrire, de façon absolument sincère et sans rien cacher, le développement intérieur de E.F.C.S.A. Nous n'ignorons pas que les personnes « d'ordre » puissent être scandalisées par ce récit et en tirer des conclusions pessimistes. Peut-être penseront-elles à l'immaturité des travailleurs pour se lancer dans des expériences de ce genre. Cela ne nous préoccupe que très peu. Ce qui nous intéresse réellement c'est que la vérité soit connue par ceux, groupes ou individualités, qui font preuve d'inquiétude et s'intéressent au renouvellement de la so-

ciété. Cette vérité, nous sommes obligés de l'omettre dans nos écrits de propagande pour éviter qu'on nous fasse échec, et pour ne pas effrayer les pudibonds commerçants et gouvernants avec lesquels nous devons nécessairement, et malheureusement, traiter. Parce que E.F.C.S.A. n'est pas le fruit de l'imagination d'un utopiste sur une île lointaine. E.F.C.S.A. est pétrie de l'argile humaine de Pantanoso, (2) et appartient à un pays corrompu par la démagogie d'Etat et la mentalité semi-féodale de ses classes dirigeantes. L'Uruguay est un pays où l'on peut observer « l'équilibre statique des contradictions » : ultra-démagogique et ultra-conservateur. Démagogues et conservateurs ont trouvé un « modus vivendi ». E.F.C.S.A. est l'effort, à demi conscient, qui tente de surmonter cette situation. Le groupe dirigeant — une cinquantaine de personnes — ont conscience de la signification de ce qu'ils sont en train de faire ; le gros de la masse pas du tout. Les moins mauvais voient en E.F.C.S.A. un moyen de gagner leur vie et s'efforcent de la conserver pour ne pas tomber dans la misère. Nous avons dit que cette expérience était le fruit d'une nécessité vitale : travailler pour vivre. Si les prétendues forces « de gauche » y voyaient suffisamment clair, elles pourraient engager la bataille contre le sous-développement, l'étatisme et le capitalisme agioteur, en promouvant des expériences de ce genre. Et si les dirigeants syndicaux du moment n'étaient pas ce qu'ils sont : quelques analphabètes présomptueux, et ne faisaient pas autant confiance aux miracles du « Palais des lois », ils pourraient, selon la méthode que nous avons inaugurée, favoriser la prise de possession des moyens de production par les travailleurs, et promouvoir une authentique démocratie directe qui n'enverrait personne « au poteau ».

Laureano RIERA.

(2) Rivière qui borde le quartier ouvrier du Cerro.

La conférence des travailleurs d'Amérique latine : Un échec

Malgré le bruit entretenu autour de la conférence syndicale de Santiago, laquelle devait donner naissance à une nouvelle confédération latino-américaine, la tentative d'une C.U.T. continentale, lancée par les dirigeants communistes, a échoué.

Du 6 au 9 septembre, une soixantaine de délégués se sont réunis dans la capitale chilienne. Ils prétendaient parler au nom des travailleurs de vingt pays, et représenter l'ensemble des forces syndicales d'Amérique latine. En réalité, ils ne pouvaient parler qu'au nom des organisations contrôlées par les communistes et les compagnons de route. Les seuls représentants non alignés étaient les représentants de syndicats péronistes d'Argentine et un délégué des mineurs boliviens ; encore ce dernier rompit-il le ronron des résolutions en exigeant que la défense de la révolution bolivienne soit inscrite au même titre que celle de la révolution cubaine. L'Argentin José Manuel Mendoza commença par signaler qu'il ne parlait pas au nom de l'ensemble de la C.G.T. argentine.

Pourquoi l'essai de remplacer la C.T.A.L. du vieux cheval de retour Lombardo Toledano, par une centrale toute neuve, n'a-t-il pu réussir ? C'est Toledano lui-même qui a vendu la mèche : « La même ferveur qui a fait que la C.T.A.L. a lutté pour l'unité pendant les années les plus dures, nous anime ici pour appuyer les résolutions unitaires que cette conférence adoptera... Le jour où cette grande unité se matérialisera, je viendrai vous annoncer que la C.T.A.L. a vécu. Notre lutte de plus de vingt-cinq ans aura rencontré une nouvelle vie, dans un mouvement unitaire, plus ample et plus puissant. »

La docilité teintée de scepticisme de Toledano ne laisse guère d'illusions à ceux qui ont quelque expérience en matière d'organisation syndicale dans les pays d'Amérique du Sud. La Confédération Unique des Travailleurs d'Amérique Latine — C.U.T.A.L. — n'est pas prête à remplacer la C.T.A.L., qui n'est pourtant plus qu'un timbre de

caoutchouc. Ni les militants de la O.R.I.T., ni les animateurs de la Confédération des travailleurs chrétiens n'ont eu la moindre illusion sur la mise en scène de Santiago. Et ceux qui pouvaient nourrir quelque doute, ont été abondamment informés par les syndicalistes chrétiens, indépendants, libertaires.

C'est qu'entre l'agitation politique et les torrents de propagande déversés en faveur du régime castriste d'une part, et l'organisation des travailleurs avec ce qu'elle demande de lent enracinement, il y a un monde. Il n'est pas trop difficile de réunir des cohues autour d'un slogan ; il est plus difficile de créer une organisation solide, responsable, audacieuse, qui compte dans les vies nationales, puis dans la vie internationale. Il est aisé d'écrire dans une résolution, après avoir énuméré toutes les plaies dont saignent les peuples d'Amérique latine, que « seul l'héroïque peuple cubain se distingue victorieusement de cette réalité dramatique, en représentant un régime social de justice effective et de liberté... », ou de présenter les « Etats-Unis du Nord, dont l'économie doit affronter une crise aiguë... », mais cette littérature ne peut suffire à rassembler les travailleurs dans une organisation syndicale authentique.

L'échec, sur le plan syndical, est évident. Réunie pour constituer la Centrale continentale, la conférence n'a réussi qu'à renvoyer la formation de la nouvelle confédération à l'an prochain.

I. P.

Nous rappelons à nos amis qu'une permanence fonctionne tous les samedis, de 15 à 18 heures, 14, rue de Tracy, 5^e étage.

Nous voudrions pouvoir disposer d'un local plus grand pour l'Union des Syndicalistes, par exemple : boutique et arrière-boutique, pas trop cher. Aidez-nous dans cette recherche.

LES FAITS DU MOIS

MARDI 2 OCTOBRE. — Referendum fixé au 28 octobre; démission de M. Sudreau, ministre de l'Education Nationale, le Conseil d'Etat juge inconstitutionnel le referendum.

MERCREDI 3. — Lancement de Walter Scherra, nouveau cosmonaute américain.

JEUDI 4. — Le Congrès travailliste à Brighton adopte à une écrasante majorité les thèses « anti-européennes ».

Aux usines Fiat (Italie), accord des salaires.

VENDREDI 5. — L'Assemblée Nationale vote la censure par 280 voix sur 480.

SAMEDI 6. — Le chef de l'Etat décide la dissolution de l'Assemblée Nationale et maintient le gouvernement en fonctions.

Les derniers militaires américains quittent le Laos.

DIMANCHE 7. — Conseil national de la S.F.I.O.

MARDI 9. — Admission de l'Algérie à l'O.N.U.

MERCREDI 10. — Discours de Ben Bella à l'O.N.U. Reconnaissance de la république du Yémen par l'Irak.

Le Sénat belge approuve le rattachement des Fournons au Luxembourg, pays flamand.

JEUDI 11. — Ouverture à Rome du deuxième Concile du Vatican.

VENDREDI 12. — Les trois centrales ouvrières du Congo se prononcent contre le plan gouvernemental et le système fédéral.

Grèves des manutentionnaires des P. et T. dans deux bureaux parisiens.

SAMEDI 13. — Le Parlement de Bonn demande la création d'une commission permanente des Quatre sur l'Allemagne.

LUNDI 15. — Marche des Flamands sur Bruxelles. M. Ben Bella, président algérien, reçu par le président Kennedy.

Les syndicats espagnols réclament une augmentation de 100 % du salaire minimum.

MARDI 16. — A la R.A.T.P., grève du personnel ouvrier des dépôts.

MERCREDI 17. — Augmentation des allocations familiales de 4,5 % le 1^{er} novembre.

Le président algérien Ben Bella reçu à Cuba. Grève des agents des stations de métro.

Grève des journalistes du journal télévisé.

JEUDI 18. — Communiqué commun algéro-cubain réclamant l'évacuation de la base américaine de Guantanamo.

En Arabie séoudite, le roi dissout le gouvernement.

VENDREDI 19. — Mesures financières en faveur des fonctionnaires.

A Vincennes, congrès des métallurgistes C.F.T.C.

L'assemblée plénière du Conseil d'Etat annule l'ordonnance instituant la cour militaire de justice.

SAMEDI 20. — A Toulouse, congrès du Rassemblement des Français rapatriés d'Algérie.

DIMANCHE 21. — Les principaux dirigeants américains réunis d'urgence à Washington.

LUNDI 22. — En Espagne, condamnation de onze membres des Jeunesses libertaires.

Relèvement de 4,5 % du salaire minimum interprofessionnel.

MARDI 23. — Le président Kennedy annonce l'application de la « quarantaine » au trafic d'armes vers Cuba.

Congrès des syndicats allemands à Hanovre.

MERCREDI 24. — Contrôle naval américain dans les Caraïbes.

Grève des conducteurs du métro : arrêt total du trafic.

JEUDI 25. — Un appel du secrétaire général de l'O.N.U. pour la négociation sur Cuba.

Recul des troupes indiennes : Tavanq évacué.

VENDREDI 26. — Grève des agents de station du métro.

SAMEDI 27. — Arrestation de trois rédacteurs d'un hebdomadaire allemand (de l'Ouest) pour présomption de trahison.

DIMANCHE 28. — Referendum pour l'élection du président de la République au suffrage univer-

sel.. Oui : 61,75 % des suffrages, 46,44 % des inscrits. Non : 38,25 % des suffrages et 28,76 % des inscrits. 22,75 % d'abstentions.

Message de M. Khrouchtchev acceptant le démantèlement des bases soviétiques à Cuba, contre l'engagement de ne pas envahir l'île.

LUNDI 29. — Le gouvernement algérien prend en mains la radio algérienne.

MARDI 30. — Voyage à Cuba de M. Thant : suspension du blocus des Etats-Unis pour 48 heures.

MERCREDI 31. — Devant la réquisition, les syndicats de la R.A.T.P. renoncent à la grève.

D'où vient l'argent ?

MOIS D'OCTOBRE 1962

RECETTES :	
Abonnements ordinaires	1.856,79
Abonnements de soutien	480 »
	2.336,79
Souscription	239 »
Vente au numéro	7,20
Vente des livres et brochures	91,43
Divers	103 »
	2.777,42
Total des recettes	2.777,42
En caisse à fin septembre	1.874,15
	4.651,57

DEPENSES :	
Impression et papier (R.P. septembre 62) ..	1.215,30
Impression et papier (R.P. octobre 62)	1.260,42
Frais d'expédition	204,10
Achat de livres et brochures	64 »
Autres frais généraux	82 »
	2.825,82
Total des dépenses	2.825,82

En caisse à fin octobre :	
Espèces	157,88
Chèques postaux	1.667,87
	1.825,75
	4.651,57

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Lucien Beaunée (Côte-d'Or), 25 ; Gustave Claveyrolas (Loire), 50 ; André Eydieux (Ain), 30 ; Jean-Paul Finidori (Tunisie), 20 ; Francis Fuvel (Algérie), 100 (deux ans) ; Guillaume Geslin (Seine), 30 ; Marc Habouzit (Rhône), 25 ; Antoine Jouve-homme (Paris), 25 ; Jean Lorient (Côte-d'Or), 25 ; Georges Navel (Seine-et-Oise), 50 ; Maurice Organde (Rhône), 30 ; M.-A. Rondet (Alpes-Maritimes), 40 ; Jean-Baptiste Wantiez (Belgique), 30. — Total : 480 nouveaux francs.

LA SOUSCRIPTION

Henri Bareyre (Nord), 5 ; Hélène Bernard (Bou-ches-du-Rhône), 5 ; Bettendorffer (Seine-et-Oise), 5 ; Marcel Clermonté (Seine), 10 ; Pierre Colonna (Var), 5 ; Henri Désarménien (Puy-de-Dôme), 5 ; Pierre Dieudonné (Seine-et-Oise), 3 ; Raymond Dubols (Seine), 3 ; Claude Ducretet (Haute-Savoie), 5 ; Jean Duperray (Loire), 5 ; Léon Farvacque (Nord), 5 ; Henri Faulconnier (Côtes-du-Nord), 5 ; Jacques Gallienne (Hérault), 5 ; Victor Gambau (Paris), 5 ; Jean Gassies (Landes), 5 ; Adolphe Jardin (Côte-d'Or), 5 ; Eugène Kerdudou (Seine-et-Oise), 5 ; Marcel Kouroriez (Seine), 3 ; Laillier (Seine), 5 ; Mme veuve Albert Lapraz (Haute-Savoie), 5 ; Antoine Laval (Seine), 5 ; André Lavenir (Rhône), 5 ; Louis Le Coutaller (Finistère), 5 ; Jean Lefèvre (Vienne), 15 ; Georges Leroy (Var), 1 ; André Maître (Paris), 5 ; Thérèse Manessi (Paris), 6 ; Renée Martinet (Paris), 5 ; Georges Meyssonier (Côtes-du-Nord), 5 ; Louis Nedelec (Seine-Maritime), 5 ; Michel Noé (Pyrénées-Orientales), 5 ; René Nouvelle (Seine-et-Oise), 3 ; L. O., 10 ; J. Padros (Ain), 5 ; Charles Patat (Paris), 10 ; Etienne Perrin (Loire), 3 ; Emile Perrot (Pas-de-Calais), 5 ; Yvette Pierre (Rhône), 10 ; Robert Plassat (Seine), 4 ; J. Renou (Maine-et-Loire), 3 ; Jacques Roux (Deux-Sèvres), 5 ; Antonio Sanchez (Calvados), 5 ; Roger Séguéla (Aude), 5 ; Georges Thomas (Indre), 5 ; Paul Travall (Gard), 5. — Total : 239 NF.

VOUS POUVEZ ENCORE VOUS PROCURER :

LA CHINE
par Robert LOUZON

PRIX : 4 Fr.

TROIS SCISSIONS SYNDICALES
par Pierre MONATTE

PRIX : 6,90 Fr.

**LE MOUVEMENT OUVRIER
PENDANT LA PREMIERE GUERRE MONDIALE**
par Alfred ROSMER

Tome II : De Zimmerwald à la Révolution russe
PRIX : 15 Fr.

LES JOIES ET LES FRUITS DE LA LECTURE
par Roger HAGNAUER

PRIX : 6 Fr.

L'EXPRESSION ECRITE ET ORALE
par Roger HAGNAUER

PRIX : 9,45 Fr.

En vente à la « Révolution Proletarienne » - C.C.P. 734-99 Paris

LES BROCHURES DE L'UNION DES SYNDICALISTES :

L'ACTUALITE DE LA CHARTE D'AMIENS
par Roger HAGNAUER

PRIX : 1 Fr.

EST-CE QUE LE BATIMENT VA ?
par Pierre DICHAMP

PRIX : 1 Fr.

LE SYNDICALISME LIBERTAIRE ET LE "WELFARE STATE"
par Evert ARVIDSSON

PRIX : 2 Fr.

PRESENCE DU SYNDICALISME LIBERTAIRE
par Louis MERCIER

PRIX : 3 Fr.

REVOLUTION ET CONTRE-REVOLUTION A CUBA

PRIX : 3 Fr.

Commande à R. MARCHETI, 103, rue Orfila, Paris 20°
C.C.P. 7473-08 Paris